



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE VENDREDI, 24 DÉCEMBRE 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, DECEMBER 24TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"Faber & Fils Inc."

"Faber & Sons Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de décembre 1943, constituant en corporation: Albert Faber, Gérard Chamberland et Edgar Michaud, industriels, de la cité et du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre, négocier, importer, exporter et généralement faire le commerce de gros et de détail de toutes sortes de chaussures, souliers, gants, mitaines, claques (caoutchoucs);

Agir comme agent de publicité par tous les moyens connus;

Agir comme imprimeur et éditeur;

Acquérir spécialement l'industrie exploitée actuellement à Québec par Albert Faber, sous le nom de "Faber & Fils Inc." — "Faber & Sons Inc.", avec un capital total de \$99,900.00, divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Letters Patent

"Faber & Fils Inc."

"Faber & Sons Inc."

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1943, incorporating: Albert Faber, Gérard Chamberland and Edgar Michaud, manufacturers, of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, prepare, buy, sell, trade in, import, export and generally deal wholesale and retail in all kinds of shoes, slippers, gloves, mittens, rubbers;

To act as advertising agent by all known methods;

To act as printer and editor;

To acquire in particular the industry actually carried on at Québec by Albert Faber, under the name of "Faber & Fils Inc." — "Faber & Sons Inc.", with a total capital stock of \$99,900., divided into nine hundred and ninety-nine (999) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de décembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5093-o P. FRENETTE.

"Harvey Jobbing Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois décembre 1943, constituant en corporation: Louis Lazar, vendeur, Dame Ruth Gold, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Louis Lazar et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, et Louis Abraham DeZwirek, avocat, de la cité de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Obtenir à titre d'industrie en exploitation les affaires présentement exercées dans les cité et district de Montréal, sous les nom et raison sociale de Harvey Jobbing Co.;

Exercer le commerce comme marchands détaillants et/ou marchands en gros, manufacturiers, trafiquants, importateurs, exportateurs, commerçants et distributeurs de robes, ceintures, robes de soirée, manteaux, lingerie, fourrures, bas, gants, pour dames et enfants et autres vêtements et tous tissus, lainage, soieries, toile, cotonnades, sous le nom de "Harvey Jobbing Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trois décembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5094 P. FRENETTE.

**"Home for Epileptics"
"Foyer pour Épileptiques"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept novembre 1943, constituant en corporation sans capital-actions: L'honorable Wilfrid Gagnon, industriel, Kenneth Grenville Pendock, secrétaire-trésorier, Earl Malcolm Patton, surveillant, John Rhind, gérant, Baruch Silverman, médecin, Frederick Baird Walls, vice-président et gérant général, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, et George Arthur Savoy, manufacturier, de la cité de St-Jean, en ladite province de Québec, dans les buts suivants:

L'établissement, l'entretien et la direction d'hôpitaux, d'institutions, de départements de chirurgie, de dispensaires, de cliniques ou d'écoles d'entraînement pour le traitement de l'épilepsie et pour l'étude, la prévention, le traitement et la cure de l'épilepsie, y compris les recherches relatives à cette maladie, et la dissémination des connaissances et informations s'y rapportant, sous le nom de "Home for Epileptics" — "Foyer pour Épileptiques".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est d'un million de dollars (\$1,000,000).

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1943.

P. FRENETTE,
5093 Assistant Deputy Attorney General.

"Harvey Jobbing Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1943, incorporating: Louis Lazar, salesman, Dame Ruth Gold, marchande publique, wife separate as to property of the said Louis Lazar and duly authorized by him for these presents, both of the City of Outremont, and Louis Abraham DeZwirek, advocate, of the City of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To take over as a going concern the business presently carried on in the City and District of Montreal under the firm name and style of Harvey Jobbing Co.;

To carry on business as retailers and/or wholesalers, manufacturers, jobbers, importers, exporters, dealers and distributors of ladies' and children's dresses, waists, gowns, coats, lingerie, furs, stockings, gloves and other apparel and of all textile materials, woollens, silks, linens, cottons, under the name of "Harvey Jobbing Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1943.

P. FRENETTE,
5094-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Home for Epileptics"
"Foyer pour Épileptiques"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: The Hon. Wilfrid Gagnon, industrialist, Kenneth Grenville Pendock, secretary-treasurer, Earl Malcolm Patton, supervisor, John Rhind, manager, Baruch Silverman, physician, Frederick Baird Walls, vice-president and general manager, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, and George Arthur Savoy, manufacturer, of the City of St. Johns, in the said Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain and operate hospitals, institutions, surgical departments, dispensaries, clinics or vocational training schools for the treatment of epilepsy and the study, prevention, treatment and cure of epilepsy, including research in connection with this disease, and the dissemination of knowledge and information with respect thereto, under the name of "Home for Epileptics" — "Foyer pour Épileptiques".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is one million dollars (\$1,000,000.00).

Le siège social de la corporation sera en la ville de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5095 P. FRENETTE.

"J.-B. Laliberté Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de novembre 1943, constituant en corporation: Jean-Baptiste Laliberté Jr., industriel, Edmond Laliberté, comptable, tous deux de la cité de Québec, et Édouard Coulombe, industriel, de la cité de Lévis, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les affaires d'une compagnie foncière d'immeuble, de construction et de développement en général dans toutes ses spécialités, sous le nom de "J.-B. Laliberté Inc.", avec un capital total de \$399,900.00, divisé en trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (3,999) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5096-o P. FRENETTE.

"Montreal Fuel Cell Form Suppliers Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1943, constituant en corporation: Nicolas Petrucci, manufacturier, Sigefroy Deschatelets, gérant, et Adèle Petrucci, fille majeure, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Créer, faire, manufacturer, modeler, creuser, mouler, polir, fondre et préparer pour le marché des modèles, patrons, formes, moules devant servir à tous travaux de métallurgie, d'architecture, ou à la fabrication d'avions ou de toutes parties d'avions de tous genres;

Faire affaires comme sculpteurs, modelers, mouleurs, propriétaires de carrières, manufacturiers, travailleurs, importateurs, exportateurs et commerçants de marbre, pierre, granit, métaux, statues, bustes, reliefs, bas-reliefs, poteries, plâtres de Paris, ciment, chaux et plâtre;

Faire le commerce d'œuvres d'art, tableaux, images, cadres, articles de fantaisie, fournitures d'église, objets de culte, habits sacerdotaux, monuments, draperies, bannières, drapeaux, sous le nom de "Montreal Fuel Cell Form Suppliers Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5097-o P. FRENETTE.

"Victoria Shirt Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

The head office of the corporation will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5095-o Assistant Deputy Attorney General.

"J.-B. Laliberté Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1943, incorporating: Jean-Baptiste Laliberté Jr., manufacturer, Edmond Laliberté, accountant, both of the City of Quebec, and Édouard Coulombe, manufacturer, of the City of Lévis, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a land and real estate, construction and development company in general, in all the specialties thereof, under the name of "J.-B. Laliberté Inc.", with a total capital stock of \$399,900., divided into three thousand nine hundred and ninety-nine (3,999) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Quebec, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5096 Assistant Deputy Attorney General.

"Montreal Fuel Cell Form Suppliers Ltd."

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1943, incorporating: Nicolas Petrucci, manufacturer, Sigefroy Deschatelets, manager, and Adèle Petrucci, spinster, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To create, make, manufacture, model, dig, cast, polish, smelt and prepare for market models, patterns, forms, moulds to be used in all kinds of metallurgical works, architecture, or the manufacturing of aeroplanes or of any parts of aeroplanes of all kinds;

To carry on business as sculptors, modellers, moulders, quarrymen, manufacturers, workers, importers, exporters of and dealers in marble, stone, granite, metals, statues, busts, reliefs, base-reliefs, pottery, plaster paris, cement, lime and plaster;

To deal in works of art, paintings, pictures, frames, fancy goods, church furnishings, religious articles, sacred vestments, monuments, draperies, banners, flags, under the name of "Montreal Fuel Cell Form Suppliers Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5097 Assistant Deputy Attorney General.

"Victoria Shirt Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de décembre 1943, constituant en corporation: Hector Racine, Zénon Bolduc et Philippe Hardy, tous trois marchands, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les négoce, les commerce et activités de manufacturiers, commerçants et négociants en gros et en détail, importateurs, exportateurs, acheteurs et vendeurs de confections, nouveautés, fournitures pour tailleurs, scieries, satins, lainages, et tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général; et sans limiter la généralité des termes susdits, les négoce de confectionneurs, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, sous le nom de "Victoria Shirt Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 4,950 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt-quatre mille sept cent cinquante dollars (\$24,750.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de décembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5098-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1943, incorporating: Hector Racine, Zénon Bolduc and Philippe Hardy, all three merchants, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade, business and activities of manufacturers, wholesale and retail importers and exporters of, traders and dealers in, purchasers and sellers of ready-made clothing, novelties, tailors' supplies, silks, satins, woollens and fabrics of every kind, cloths and cottons in general; and without any limitation as to the above-mentioned terms, to carry on business as outfitters, furriers, tailors, clothiers, haberdashers, hosiers, dressmakers, costumers, hatters, glove-makers, under the name of "Victoria Shirt Limited".

The capital stock of the company will be divided into 4,950 shares without par or nominal value and the amount with which the company will begin its operations is twenty-four thousand seven hundred and fifty dollars (\$24,750.).

Shares, other than the preferred shares, will be issued and allotted at a price to be fixed by the Directors.

The head office of the company will be at Arthabaska, District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1943.

P. FRENETTE,
5098 Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Montreal Felt and Flock Manufacturing Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux décembre 1943, changeant le nom de la compagnie "Felt and Flock Manufacturing Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du seize décembre 1941, sous le nom de "Felt and Flock Manufacturing Company" en celui de "Montreal Felt and Flock Manufacturing Company".

Daté du bureau du procureur général, ce deux décembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5099 P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

"Montreal Felt and Flock Manufacturing Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of December, 1943, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Felt and Flock Manufacturing Company", incorporated by letters patent bearing date the sixteenth day of December, 1941, under the name of "Felt and Flock Manufacturing Company" to that of "Montreal Felt and Flock Manufacturing Company".

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1943.

P. FRENETTE,
5099-o Assistant Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que La Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité et le district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déclarant validées, ratifiées et confirmées les ventes par Jean-Baptiste Péloquin à The Modern Tool Manufacturing Company Limited, par le shérif de Montréal à Lucien Morin, par Lucien Morin à la Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, par celle-ci au Gouvernement de la Province de Québec, concernant

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that La Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, a body corporate having its head office in the City and District of St. Hyacinthe, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for an act declaring to be valid, ratified and confirmed the deeds of sale by Jean-Baptiste Péloquin to The Modern Tool Manufacturing Company Limited, by the Sheriff of Montreal to Lucien Morin, by Lucien Morin to La Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, by the latter to the Government of the Province of Quebec, concerning a part of the

une partie du lot originaire numéro dix, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Joachim de la Pointe-Claire, district de Montréal, et aussi déclarant annulée la subdivision d'une partie dudit lot déposée le 28 mars 1923.

Montréal, 29 novembre 1943.

Les procureurs de la pétitionnaire,
4958-49-4-o FAUTEUX, BISSONNET & FAUTEUX.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS, LIMITED

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'une requête pour l'introduction d'un Bill Privé sera présentée par Canadian Kaolin Silica Products, Limited à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec afin de faire confirmer un jugement rendu par l'Honorable Mons. le Juge Alfred Duranleau, siégeant à la Cour Supérieure dans le District de Hull dans la Province de Québec le 10 décembre, 1942, dans la cause portant le numéro 7921 de la Cour Supérieure du District de Hull et de faire déclarer Canadian Kaolin Silica Products, Limited la propriétaire entière et complète de la propriété ci-après décrite, y inclus les bâtisses y dessus érigées et tous droits, membres, et appartenances, c'est-à-dire:

(a) ce certain lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du canton d'Amherst dans la Province de Québec comme le lot numéro onze (11) dans le sixième rang sud du dit canton d'Amherst contenant approximativement cent (100) acres en superficie moins une certaine partie du dit lot numéro onze (11) bornée vers le sud et l'ouest par le droit de passage des Chemins de fer Canadiens Nationaux, vers l'est par la ligne de séparation entre le sixième rang sud et le septième rang sud dans le dit canton d'Amherst et vers le nord par le lot numéro dix (10) dans le sixième rang sud du dit canton d'Amherst, le tout sujet aux lois et règlements concernant les terrains publics, mines et pêcheries dans la Province de Québec tels qu'énoncés dans l'octroi originaire du dit lot de terre par sa Majesté le Roi en droit de la Province de Québec;

(b) ce certain lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du canton d'Amherst dans la Province de Québec comme le lot numéro douze (12) dans le sixième rang sud du canton d'Amherst contenant approximativement deux cent et un (201) acres en superficie, le tout sujet aux lois et règlements concernant les terrains publics, mines et pêcheries dans la Province de Québec tels qu'énoncés dans l'octroi originaire du dit lot de terre par sa Majesté le Roi en droit de la Province de Québec.

franche et quitte de tous droits, réclamations, charges, privilèges, hypothèques ou encombrances, sauf et exceptés tels droits et réserves qui furent faits par sa Majesté le Roi en droit de la Province de Québec dans l'octroi originaire des dits lots de terre.

Donné à la cité de Montréal, ce sixième jour de décembre, 1943.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS, LIMITED.
par KEARNEY, DUQUET & MACKAY,
5015-50-4-o Avocats.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu

original lot number ten of the plan and book of reference of the Parish of St. Joachim of Pointe Claire, District of Montreal, and also declaring annulled the subdivision of a part of the said lot, deposited on March 28th. 1923.

Montreal, November 29th. 1943.

FAUTEUX, BISSONNET & FAUTEUX,
4958-49-4-o Attorneys for the Petitioner.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS, LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that a petition for the introduction of a Private Bill will be presented by Canadian Kaolin Silica Products, Limited at the forthcoming session of the Legislature of the Province of Quebec for the purpose of obtaining confirmation of a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Alfred Duranleau sitting in the Superior Court in the District of Hull in the Province of Quebec on the 10th day of December, 1942, in case bearing Superior Court No. 7921 of the District of Hull and of causing Canadian Kaolin Silica Products, Limited to be declared the full and complete owner of the property hereinafter described, including the buildings thereon erected and all rights, members and appurtenances, that is to say:

(a) that certain lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Amherst in the Province of Quebec as lot number eleven (11) in the Sixth Range South of the said Township of Amherst containing approximately one hundred (100) acres in area less a certain portion of the said lot number eleven (11) bounded towards the South and West by the right of way of the Canadian National Railways, towards the East by the dividing line between the Sixth Range South and the Seventh Range South in the said Township of Amherst and towards the North by lot number ten (10) in the Sixth Range South of the said Township of Amherst, the whole subject to the laws and regulations concerning public lands, mines and fisheries in the Province of Quebec as stated in the original grant of such lot of land by His Majesty the King in Right of the Province of Quebec;

(b) that certain lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Amherst in the Province of Quebec as lot number twelve (12) in the Sixth Range South of the Township of Amherst containing approximately two hundred and one (201) acres in area, the whole subject to the laws and regulations concerning public lands, mines and fisheries in the Province of Quebec as stated in the original grant of such lot of land by His Majesty the King in Right of the Province of Quebec.

free and clear of any and all rights, claims, charges, privileges, hypothecs or encumbrances, save and except only such rights and reservations as were made by His Majesty the King in Right of the Province of Quebec in the original grant of the said lots of land.

Given at the City of Montreal, this 6th day of December, 1943.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS, LIMITED.
Per KEARNEY, DUQUET & MACKAY,
5015-50-4-o Attorneys.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu du

du comté de Nicolet, corporation légalement constituée, ayant son siège social à St-Grégoire, district de Nicolet, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi spéciale à l'effet de l'autoriser, sans restreindre ses pouvoirs actuels, à effectuer des assurances contre le Feu, la Foudre et le Vent.

St-Grégoire, ce 7 décembre 1943.

Les procureurs de la requérante,
5035-50-4-o GAUDET & VIGEANT.

Avis est par les présentes donné que Reginald Gordon Granville, gentilhomme de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour autoriser The Royal Trust Company et A. R. M. Boulton, exécuteurs testamentaires et fiduciaires aux termes du testament de Mary Everett, veuve de feu Charles King, et leur ordonner de payer audit Reginald Gordon Granville certaines sommes d'argent à même sa part de la succession pour rencontrer certaines obligations et pour acheter une propriété; de traiter comme revenu et non comme capital une partie des actions reçues par eux suivant le plan de réorganisation de Dominion Coal Company Limited, et pour confirmer son droit de disposer par testament de sa part de ladite succession, s'il meurt sans postérité.

Montréal, 9 décembre 1943.

L'avocat du requérant,
5058-51-4-o RENÉ CHÉNEVERT.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Municipalité du Village d'Hébertville Station, s'adressera à la Législature de Québec, lors de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes: "imposer et prélever une taxe spéciale dite "taxe de vente", dans les limites de la Municipalité du Village d'Hébertville Station, et autres fins.

Hébertville Station, ce 10 décembre 1943.

Le procureur de la requérante,
5059-51-4-o ANDRÉ GAUTHIER, avocat.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Crédit Foncier Franco-Canadien, corporation dûment constituée ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, savoir la loi 43-44 Victoria, chapitre 60, telle qu'amendée par 45 Victoria, chapitre 84; 47 Victoria, chapitre 62; 63 Victoria, chapitre 74 et 7 Édouard VII, chapitre 99, aux fins suivantes: étendre les opérations qui font l'objet de la société; former en un groupement les porteurs de parts de fondateurs, de façon à leur permettre de se réunir en assemblée et de délibérer sur leurs intérêts communs; amender les règles relatives à l'administration de la société, notamment en ce qui concerne la rédaction des procès-verbaux et leur force probante; les attributions du conseil d'administration et les fonctions de directeurs; modifier les dispositions relatives à la composition et au lieu de l'assemblée générale, au mode de convocation, à la constitution du quorum, à la rédaction des procès-verbaux constatant les délibérations et à l'effet de celles-ci; modifier aussi les dispositions relatives aux demandes de prêts, aux conditions à insérer dans les actes de prêts, à la limite des prêts; pourvoir au remboursement des avances faites par la société; autoriser cette

comté de Nicolet", a body politic and corporate, having its head office in St-Grégoire, district of Nicolet, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for special act authorizing it, without any restriction of its actual powers, to transact: insurance against accidents by fire, lightning and wind.

St-Grégoire, December 7th 1943.

GAUDET & VIGEANT,
5035-50-4-o Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that Reginald Gordon Granville, of the city of Montreal, gentleman, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to authorize and order The Royal Trust Company and A. R. M. Boulton, testamentary executors and trustees under the last will of the late Mary Everett, widow of the late Charles King, to pay to the said Reginald Gordon Granville certain sums of money on account of his share of the estate to meet certain liabilities and to purchase a property; to treat as revenue and not as capital a part of the shares received by them under the plan or reorganization of Dominion Coal Company Limited and to confirm his right to will his share in the said estate should he die leaving no issue.

Montreal, December 9th, 1943.

RENÉ CHÉNEVERT,
5058-51-4-o Attorney for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the Municipality of the Village of Hébertville Station, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the passing of a special Act, for the following purposes: "to impose and levy a special tax, called "Sales Tax" within the limits of the Municipality of the Village of Hébertville Station and for other purposes.

Hébertville Station, December 10th, 1943.

ANDRÉ GAUTHIER, advocate,
5059-51-4 Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Crédit Foncier Franco-Canadien, a Corporation duly incorporated and having its Head Office in the City of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to secure the passing of a law amending its Charter, contained in the Statute 43-44 Victoria, Chapter 60, as amended by 45 Victoria, Chapter 84; 47 Victoria, Chapter 62; 63 Victoria, Chapter 74 and 7 Edward VII, Chapter 99, for the following purposes: to extend the operations forming the object of the Corporation; to form into a group the bearers of founders' shares, so as to permit them to meet and to deliberate upon their common interest; to amend the regulations concerning the administration of the Corporation, namely concerning the drafting of Minutes and their effect as evidence, the powers of the Board of Directors and the rights and duties of Managers; to modify the provisions concerning the composition and place of the General Meeting, the form of notices, the constitution of the quorum, the drafting of Minutes showing the deliberations and the effect of same; to modify also the provisions regarding the applications for loans, the conditions to be inserted in deeds of loan, the limit for loans, to provide for the reimbursement of advances made by the Corporation to authorize

dernière à faire certaines modifications par règlements; pourvoir à la création et à l'utilisation éventuelle des reports à nouveau, des réserves et des provisions constituées par les assemblées générales, à la détermination des droits des diverses catégories d'intéressés dans les profits, les fonds de réserve et les provisions; adopter toutes autres dispositions convenables.

Montréal, 10 décembre 1943.

Les Procureurs de la requérante,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
5060-51-4-o & MONTPETIT.

the Corporation to make certain changes by means of by-laws; to provide for the setting aside and the eventual use of amounts carried over, of reserves and of provisions set aside by General Meetings, the determination of the rights of various classes of parties interested in the profits, in the amounts of reserves and provisions; to adopt all other amendments deemed advisable.

Montreal, December 10th 1943.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
& MONTPETIT, 5060-51-4-o Attorneys for the Petitioner.

Canada, province de Québec, district de Québec.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la ville de La Tuque s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de ratifier une résolution adoptée par lesdits Commissaires le 3 novembre 1943, ladite résolution pourvoyant à ce qu'une évaluation fixe des biens immobiliers de la St-Maurice Power Corporation, dans la municipalité scolaire de la Ville de La Tuque serve de base aux cotisations qui seront imposées par lesdits Commissaires durant la présente année et jusqu'au 30 juin 1951.

La Tuque, ce 10 décembre 1943.

Le Procureur des requérants,
5061-51-4-o GEORGES ROY.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the Town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act ratifying a resolution adopted by the said School Commissioners on the 3rd of November 1943, the said resolution providing that a fixed valuation of the immovable property of St-Maurice Power Corporation in the School Municipality of Town of La Tuque shall serve as a basis for the assessments to be imposed by the said Commissioners during the present year and up to June 30th, 1951.

La Tuque, December 10th, 1943.

GEORGES ROY,
5061-51-4-o Attorney for Applicants.

Avis est donné qu'une demande sera faite à la Législature de cette province, à sa prochaine session, par monsieur André Blaquièrre, cultivateur, de L'Etang du Nord, Îles de la Madeleine, pour l'adoption d'une loi pourvoyant à l'exécution du testament de feu Monseigneur J.-A.-H. Blaquièrre, curé du même lieu, par l'exécuteur nommé par le testateur, dont les pouvoirs sont terminés, définissant les pouvoirs et la durée des fonctions de cet exécuteur et confirmant les legs contenus dans ce testament.

Montréal, le 3 décembre 1943.

Les procureurs du Requérent,
5062-51-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Notice is given that application will be made to the Legislature of this Province, at its next session, by Mr. André Blaquièrre, Farmer, of L'Etang du Nord, Magdalen Islands, for the passing of a Statute providing for the execution of the Will of the late Monseigneur J. A. H. Blaquièrre, Curate of that place, by the executor named by the testator whose powers are expired, defining the powers and the duration of the powers of this executor and confirming the legacies contained in the Will.

Montreal, 3rd December 1943.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5062-51-4-o Solicitors for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, société de secours mutuels légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant ses membres actuels, ainsi que toutes les personnes qui se joindront à eux en corporation sous le nom de l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, The National Mutual Benefit Association, aux fins de réaliser les opérations suivantes:

Toutes opérations d'assurance et de réassurance des personnes; et

Sans restreindre la généralité des pouvoirs ci-dessus, notamment, le pouvoir d'accorder à ses membres, leurs épouses, leurs enfants ou pupilles, des bénéfices en cas de maladie, d'accidents, de revers de fortune, y compris les services de médecins, de garde-malades ou d'hôpitaux; de payer une ou des sommes d'argent au décès de ses membres ou de quelqu'un des membres de leurs familles; de payer une indemnité à quelqu'un de ses membres frappés d'invalidité totale, temporaire ou permanente; de payer à quelqu'un de ses membres des rentes ou dota-

Notice is hereby given that "l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels", a mutual benefit association duly incorporated, having its head office at Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating its actual members, as well as all those who shall join them as a corporation under the name of "l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, The National Mutual Benefit Association", in order to transact the following business:

All classes of insurance and reinsurance of persons; and

Without restricting the generality of the foregoing powers, in particular, the power to grant to its members, their wives, their children or wards, benefits in case of sickness, accidents, reverses of fortune, including the services of doctors, nurses or hospitals; to pay a sum or sums of money in the case of the death of its members or any member of their families; to pay an indemnity to any of its members stricken with total, temporary or permanent incapacity; to pay to any of its members annuities or endowments; to unite in a brotherly manner its members and

tions; d'unir fraternellement ses membres et toutes les personnes qui seront par la suite admises dans la société aux fins de leur procurer des secours.

Le siège social de la société sera situé à Montréal. La société sera une société de secours mutuels, au sens de la Loi des Assurances de Québec (Statuts Refondus Québec, 1941, ch. 299).

Montréal, le 14 décembre 1943.

Les procureurs de la requérante,

PAGER, ARCHAMBAULT,

LESPÉRANCE & DANSEREAU.

5087-51-4-o

all those who shall later be admitted into the association with a view to helping them.

The head office of the association will be at Montreal.

The association will be a mutual benefit association, in the sense of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 299).
Montreal, December 14, 1943.

PAGER, ARCHAMBAULT,

LESPÉRANCE & DANSEREAU,

Attorneys for petitioner.

5087-51-4

AVIS DE BILL

Avis public est par les présentes donné que Messieurs Joseph Armand Cantin, commis, J. Edgar Levesque, contremaître, Joseph Paul Gérard Lapointe, ingénieur forestier, tous trois de Forestville, dans le comté de Saguenay, et Messieurs Edgar Porter, arpenteur géomètre et ingénieur forestier demeurant à Lauzon, et Archibald Campbell Butler, surintendant, demeurant à Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir la passation d'une Loi constituant en municipalité en vertu de la Loi des Cités et Villes, R.S.Q. 1941, chapitre 233, et ses amendements, un certain territoire situé dans le canton Laval, dans le comté de Saguenay, province de Québec, et désigné sommairement comme suit: le lot 5, rang I; les lots 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 du rang II; les lots 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 du rang III; le bloc A dans le rang III ainsi que certains lots de grève et à eau profonde en face du susdit bloc A; le bloc B et les lots 29, 30, 31 et 32 du rang III ainsi que certains lots de grève et à eau profonde en front dudit bloc B et des susdits lots du rang III; une partie du bloc D dans le rang V; une partie du bloc E dans le rang V; partie des lots 1 et 2, le lot 3, partie des lots 4, 5 et 6 du rang X; partie des lots 22, 23 et 24 du rang XI; le lot 1 du rang VIII; la Baie Laval ainsi que l'île Laval et les autres îles et îlots compris dans ladite baie; partie du bloc F dans le rang V; le lot 22 dans le rang XII; le tout dans le canton Laval et les eaux avoisinantes et tout autre territoire avoisinant qui sera jugé utile ou avantageux d'incorporer dans la dite municipalité; et déterminer par des dispositions spéciales le nom à être donné à la dite municipalité ainsi que son mode de Gouvernement et ses pouvoirs, la qualification requise pour faire partie de son conseil municipal et le mode d'élection des membres d'icelui, et pour d'autres fins.

Québec, le 17 décembre 1943.

JOSEPH ARMAND CANTIN,

J. EDGAR LEVESQUE,

JOSEPH PAUL GÉRARD LAPOINTE,

EDGAR PORTER,

ARCHIBALD CAMPBELL BUTLER.

Les procureurs des pétitionnaires,

TASCHEREAU, PARENT & CANNON. 5102-52-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Charles Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour et Gustave Godfroy de Tonnancour, tous trois hommes d'affaires de la Cité d'Outremont, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour, bourgeois, en son vivant de la Cité d'Outremont, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine

Public notice is hereby given that Messrs. Joseph Armand Cantin, Clerk, J. Edgar Levesque, Foreman, Joseph Paul Gérard Lapointe, Forestry Engineer, all three of Forestville, in the County of Saguenay, and Messrs. Edgar Porter, Quebec Land Surveyor and Forestry Engineer, of Lauzon, and Archibald Campbell Butler, Superintendent, of Quebec, will petition the Legislature of the Province of Quebec during the next Session to obtain the enactment of a Law erecting as a municipality under the Cities' and Towns' Act, R.S.Q. 1941, Chapter 233, and its amendments, a certain territory situated in the township of Laval, county of Saguenay, Province of Quebec, and designated as follows:—lot 5 range I; lots 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22, range II; lots 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22, range III; block A in range III and also certain beach and deep water lots located on the frontage of said lot A; block B and lots 29, 30, 31 and 32 in range III and also certain beach and deep water lots located on the frontage of said block B and lots of range III; part of block D range V; part of block E range V; part of lots 1 and 2, lot 3, part of lots 4, 5 and 6 range X; part of lots 22, 23 and 24 range XI; lot 1 range VIII; the Laval Bay and also the Laval Island and other Islands and Islets included in said Bay; part of block F range V; lot 22 range XII; all of these in Laval Township and the adjoining waters and any neighbouring territory that it might be found useful or advisable to include in the said municipality, and to determine by special provisions the name to be given to the said municipality as well as its form of government and its powers, the qualifications required to become a member of its Municipal Council and the manner of electing the members thereof, and for other purposes.

Quebec, December 17th., 1943.

JOSEPH ARMAND CANTIN,

J. EDGAR LEVESQUE,

JOSEPH PAUL GÉRARD LAPOINTE,

EDGAR PORTER,

ARCHIBALD CAMPBELL BUTLER.

TASCHEREAU, PARENT & CANNON,

Solicitors for the petitioners.

5102-52-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Charles Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour and Gustave Godfroy de Tonnancour, all three business men of the City of Outremont, acting in their quality of Testamentary Executors of the late Louis Charles Godfroy de Tonnancour, gentleman, in his lifetime of the City of Outremont, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to

session, pour l'adoption d'une loi déclarant la susdite Succession propriétaire à toutes fins légales des six-septièmes indivis des rentes constituées de la Seigneurie de La Vallière ou Yamaska.

Montréal, 14 décembre 1943.

Les procureurs des Requérants,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
5067-51-4-o & MONTPETIT.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation municipale du Village de Montmorency, corporation légalement constituée, ayant son siège social au Village de Montmorency, comté de Québec, dans le district de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'annexer à son territoire le territoire suivant:

Un lopin de terre étant une partie du lot N° 1 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, comté de Québec, contenant en superficie cinq millions soixante-sept mille pieds carrés, mesure anglaise, équivalent à cent trente-sept arpents soixante-neuf perches, et plus particulièrement décrit comme suit:

Commencant à l'intersection de la ligne de division entre le lot N° 1 d'un côté et les lots Nos 2 et 3 de l'autre côté, et avec le sommet de la falaise; de là vers le nord, en suivant ladite ligne de division jusqu'au côté nord du chemin public; de là vers le sud-ouest, en suivant ledit côté nord du chemin public jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les lots Nos 1 et 5; de là vers le nord, en suivant ladite ligne de division entre les lots Nos 1 et 5 jusqu'à son intersection avec le centre de la rivière Montmorency; de là vers le sud-est, en suivant ledit centre de la rivière Montmorency jusqu'au sommet des chutes; de là vers le sud-ouest, en suivant ledit sommet de la falaise jusqu'au point de départ;

Borné vers le nord et le nord-est par le centre de la Rivière Montmorency, vers le sud-est par le sommet de la falaise et par le chemin public, et vers le sud-ouest, par les lots Nos 2, 3 et 5.

L'adoption de ladite loi n'affectera en aucune manière le contrat existant entre la Municipalité du Village de Montmorency et les compagnies Québec Power et Québec Railway, Light & Power, passé le 10 janvier 1939, ainsi que les dispositions de l'article 18a de la loi 7 George V, chapitre 88 (3 George VI, chapitre 120), sauf que les taxes municipales grevant la propriété susdécrite seront payables à la Corporation du Village de Montmorency.

Québec, le 18 décembre 1943.

Les procureurs de la requérante,
5106-52-4-o GUÉRARD ET PELLAND.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes donné, que la cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte aux fins suivantes: La création d'un quatrième quartier, qui sera détaché du quartier numéro trois actuel, le nouveau quartier devant porter le nom de quartier numéro quatre et correspondre au territoire de la paroisse érigée par décret canonique sous le nom de paroisse du Christ-Roi; Porter à huit le nombre des échevins, chaque quartier devant être représenté par deux échevins; Changer la date des procédures relatives à la mise en

secure the passing of a law declaring the said Estate owner for all legal purposes of the undivided six-sevenths of the constituted rents of the Seigniorie of La Vallière or Yamaska.

Montreal, December 14th 1943.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
& MONTPETIT, 5067-51-4-o Attorneys for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the municipal Corporation of Montmorency Village, a body corporate having its head office in the Village of Montmorency, in the County and District of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for special Act annexing to its territory the following area:

A piece of land being a part of lot No. 1 of the official cadastre of the parish of Beauport, county of Quebec, containing an area of five million and sixty-seven thousand square feet, English measure, equivalent to one hundred and thirty-seven arpents and sixty-nine perches, and more particularly described as follows:

Starting at the intersection of the dividing line between lot No. 1 on the one side and the lots Nos. 2 and 3 on the other side, with the top of the cliff; thence, northerly, following the said dividing line as far as the northern side of the public road; thence, southwesterly, following the said northern side of the public road as far as its intersection with the dividing line between the lots Nos. 1 and 5; thence, northerly, following the said dividing line between the lots Nos. 1 and 5 to its intersection with the middle of the Montmorency river; thence, southeasterly, following the said middle of the Montmorency river, as far as the head of the falls; thence, southwesterly, following the said top of the cliff at the starting point;

Bounded on the north and northeast by the middle of Montmorency river, on the southeast by the top of the cliff and the public road, and on the southwest by the lots Nos. 2, 3 and 5.

This special Act shall affect in no way the Deed of agreement passed on the tenth of January, 1939, between the municipal Corporation of Montmorency Village and the Québec Power Company and Québec Railway, Light & Power Company, and section 18a of the statute 7 George V, chapter 88 (3 George VI, chapter 120), except that municipal taxes levied on above-described property shall be payable to the municipal Corporation of Montmorency Village.

Québec, December 18th, 1943.

GUÉRARD AND PELLAND,
5106-52-4-o Attorneys for petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter for the following purposes: The creation of a fourth ward, to be detached from the present ward number three, the new ward to bear the name of Ward Number Four and to correspond with the territory of the parish erected by canonical decree under the name of the Parish of Christ-Roi; To increase the number of aldermen to eight, each ward to be represented by two aldermen; To change the date of procedures respecting the putting into

vigueur de la liste des électeurs municipaux, et celle de la présentation des candidats; Fixer la date où commence l'exercice ou année financière de la municipalité et ratifier les actes se rapportant à des exercices ou années financières acceptées *de facto* dans le passé; Rendre permanentes les conditions du fonds de pension pour les employés municipaux; Réglementer l'engagement et le maintien en service des employés d'hôtels et de restaurants, de façon que tels employés ne soient pas porteurs de germes susceptibles de transmettre une infection; Et pour toutes autres fins concernant la bonne administration de la Cité.

Shawinigan Falls, le 20 décembre 1943.

Le procureur de la cité de Shawinigan Falls,
5107-52-4-o ALEX. BASTIEN.

force of the list of municipal electors, and that of the nomination of candidates; To fix the date when the fiscal year of the municipality shall begin and to ratify the acts connected with the fiscal years accepted *de facto* in the past; To render permanent the conditions of the pension fund of municipal employees; To regulate the hiring and the maintaining in service of hotel and restaurant employees, so that such employees shall not be germ carriers capable of spreading infection; And for all other purposes concerning the proper administration of the City.

Shawinigan Falls, December 20, 1943.

ALEX. BASTIEN,
Attorney for the city of Shawinigan Falls.
5107-52-4

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins suivantes:

1—Afin de faire déclarer qu'à l'avenir l'élection du maire et des échevins aura lieu tous les deux ans;

2—Afin de permettre une exemption d'impôts fonciers, pendant trois ans, sur les constructions nouvelles devant servir d'habitations et sur les améliorations et additions aux constructions servant ou devant servir d'habitations;

3—Afin de permettre de réglementer l'emplacement et le mode de construction des panneaux-réclames;

4—Afin de permettre de réglementer l'emplacement des affiches et enseignes et de soumettre le texte de telles affiches et enseignes au contrôle des autorités municipales;

5—Afin de rendre permanentes les conditions du fonds de pension pour les officiers et employés municipaux.

Grand'Mère, le 21 décembre 1943.

Les procureurs de la Cité de Grand'Mère,
5125-52-4-o DÉSILETS & DESHAIES.

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter for the following purposes:

1—To have it enacted that in the future the election of the Mayor and of the Aldermen shall take place every two years;

2—To allow the granting for a period of three years of an exemption from taxation on new buildings intended to be used as dwelling houses and on improvements and additions to buildings used or intended to be used as dwelling houses;

3—To allow to make regulations concerning the site and the mode of construction of signboards;

4—To allow to make regulations concerning the site of posters and signs and to submit the text of such posters and signs to the control of the municipal authorities;

5—To render permanent the conditions of the pension-fund for the municipal officers and employees.

Grand'Mère, December 21st, 1943.

DÉSILETS & DESHAIES,
5125-52-4-o Attorneys for the City of Grand'Mère.

CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: indemnité des conseillers et du chef du conseil; pouvoirs du comité exécutif et du conseil; élections: droit de vote; règlements; budgets; dépenses capitales; finances; emprunts; intérêt; fonds de roulement; fonds d'amortissement; taxes: exemptions de taxes; taxe d'affaires; taxe de l'eau; permis (licences); rôles d'évaluation: délai pour plaintes; rôles de contribution foncière; rôles d'améliorations locales; estimation des immeubles; lignes homologuées; pavages; égouts; trottoirs; expropriations; tuyaux à l'eau; conduites souterraines; réclamations; approvisionnement d'électricité; vente d'immeubles pour taxes; soupapes de sûreté re égouts; contrat de la Compagnie des Tramways de Montréal; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,

Montréal, le 24 décembre 1943.

Le Greffier de la Cité,
5128-52-4-o J.-ALPHONSE MONGEAU.

CITY OF MONTREAL

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: indemnities to Councillors and Leader of Council; powers of the Executive Committee and of the Council; elections: right to vote; by-laws; budgets; capital expenditures; finances; loans; interest; working capital; sinking fund; taxes: tax exemptions; business tax; water tax; permits (licenses); valuation rolls: delay for complaints; real estate assessment rolls; local improvement rolls; valuation of immovables; homologated lines; pavings; sewers; sidewalks; expropriations; water mains; underground conduits; claims; supply of electric power; sale of property for taxes; safety valves re sewers; Montreal Tramways Company's contract; ratification of certain deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls, plans, etc.

City Clerk's Office,
City Hall,

Montreal, December 24th, 1943.

J.-ALPHONSE MONGEAU,
5128-52-4-o City Clerk.

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant la Charte sur les matières suivantes: la division de la Cité en cinq quartiers qui devront être représentés au Conseil chacun par deux échevins élus, ou la réduction du nombre de quartiers existant actuellement et le changement de leurs limites et la représentation de chacun de ces quartiers au Conseil; la constitution d'une Commission de Police Indépendante, avec l'autorité au Conseil de définir et déterminer, par règlement, les pouvoirs et devoirs de la dite Commission; la nomination d'un Gérant municipal ou d'un Directeur des services municipaux et l'autorité par le Conseil de définir, par règlement, les pouvoirs et devoirs du dit Gérant ou Directeur; l'autorisation d'emprunter, par règlement, au moyen d'obligations, la somme de \$575,000.00 pour pourvoir à la consolidation de son fonds d'amortissement; l'autorisation au Conseil d'accorder, par règlement, une exemption de taxes temporaire et progressive sur certaines catégories de constructions nouvelles devant servir de résidences privées ou semi-privées; le changement dans la date de l'année fiscale.

Hull, le 18 décembre, 1943.

Le Greffier de la Cité,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:

J. WILFRID STE-MARIE,
Procureur de la Cité de Hull. 5126-52-4-o

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Philippe-Auguste Doyon, en religion Frère Auguste-Henri, Pierre-Victor Deshières, en religion Frère Camille-Ernest, Arthur Caron, en religion Frère Marie-Stratonique, Adolphe Nicol, en religion Frère Pierre-Adolphe, Lorenzo Tanguay, en religion Frère Lorenzo, tous membres de la congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Frères Maristes de Québec", avec pouvoir d'acquérir certains biens de la "congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes" et d'exercer en plus tous les droits et privilèges ordinaires des corporations civiles.

Québec, le 20 décembre, 1943.

Pour les requérants,

5127-52-4-o GUY HUDON.

CITY OF HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law to amend its Charter, upon the following matters: the division of the City in five wards to be each represented at the Council by two elected aldermen or the reduction of the number of the actually existing wards and the change of their limits and the representation of each of said wards at the Council; the formation of an Independent Commission of Police, with the authority to the Council, to define and determine, by by-law, the powers and duties of said Commission; the nomination of a municipal Administrator or a Director of municipal services and the authorization to the Council to define, by by-law, the powers and duties of said Administrator or Director; the authorization to borrow, by by-law, by obligations, the sum of \$575,000.00 to consolidate its sinking funds; the authorization to the Council to grant, by by-law, a temporary and progressive exemption of taxes, upon certain categories of new constructions to be used as private or semi-private residences; the change in the date of the fiscal year.

Hull, December 18th, 1943.

H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Countersigned:

J. WILFRID STE-MARIE,
Attorney for the City of Hull. 5126-52-4-o

NOTICE

Public notice is hereby given that Philippe-Auguste Doyon, in religion Brother Auguste-Henri, Pierre-Victor Deshières, in religion Brother Camille-Ernest, Arthur Caron, in religion Brother Marie-Stratonique, Adolphe Nicol, in religion Brother Pierre-Adolphe, Lorenzo Tanguay, in religion Brother Lorenzo, all members of the "congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain an Act for the purpose of incorporating themselves under the name of "Les Frères Maristes de Québec", with power to acquire certain property from the corporation known as "La congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes" and to exercise all the rights and privileges ordinarily granted to civil corporations.

Quebec, December 20th, 1943.

GUY HUDON,

For the petitioners.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 223863. Dame Léa Laurentia Lamothe, épouse commune en biens de Joseph Gédéon Beauchamp, agent d'assurance, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Joseph Gédéon Beauchamp, agent d'assurance, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 décembre 1943.

Montréal, le 16 décembre 1943.

Les procureurs de la demanderesse,

5104-o DESBOIS & MONTY. 5104-o

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 223863. Dame Léa Laurentia Lamothe, wife common as to property of Joseph Gédéon Beauchamp, insurance agent, both of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Joseph Gédéon Beauchamp, insurance agent, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 3rd day of December 1943.

Montreal, December 16, 1943.

DESBOIS & MONTY,
Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Canada, province de Québec

AVIS DE CHANGEMENT DE DATE DES ÉLECTIONS

Avis est par les présentes donné par la ville de Black Lake, que, en conformité avec l'article 173 de la loi des cités et villes amendé par la loi VI, George VI, chapitre 57, section 1, elle présentera au lieutenant-gouverneur en Conseil une requête pour changer la date des élections et la date de la présentation des candidats.

A une assemblée spéciale des membres du conseil municipal de la Corporation de la Ville de Black Lake, tenue le 25 novembre 1943, le sous-signé, Secrétaire-trésorier, a été requis de préparer les formalités nécessaires pour changer la date des élections, comme suit:

La date de la présentation des candidats, ainsi que celle de l'élection générale, qui est actuellement fixée respectivement au 25 janvier, (au premier jour juridique suivant, s'il y a lieu), et au premier jour juridique de février respectivement, sera à l'avenir, le 25 avril, et si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant, pour la présentation des candidats; et le premier jour de mai, et si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant pour la votation.

La requête sera présentée après la publication des avis ordonnés par la loi.

Black Lake, le 26 novembre 1943.

Le Secrétaire-trésorier de la ville de Black Lake,
4957-49-4-o J. O. LAPLANTE.

THE BRITISH TIRE COMPANY OF CANADA
LIMITED

Règlement spécial "D"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de sept à neuf.

Attendu que le nombre des directeurs de la compagnie est présentement de sept et qu'il est jugé nécessaire et dans l'intérêt de la compagnie que le nombre devrait être augmenté à neuf:

En conséquence, qu'il soit décrété comme le règlement spécial "D" de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de sept à neuf, dont cinq formeront quorum.

Donné sous notre seing et le sceau de la compagnie, ce Sième jour de décembre 1943.

Le président,
A. L. MAILMAN.
Le secrétaire-trésorier,
M. W. GALLOP.

5101

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique National des Travailleurs du Meuble de Daveluyville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 décembre 1943.

Le siège social du syndicat est situé à Daveluyville, dans la province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

5105-o

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec

NOTICE OF CHANGE OF DATE OF ELECTIONS

Notice is hereby given by the Corporation of the Town of Black Lake, in conformity with article 173 of the Cities and Towns Act amended by the Act VI, George VI, chapter 57, section 1, that it shall present to the Lieutenant-Governor in council, a petition to change the date of the elections and the date of the nomination of the candidates.

At a special meeting of the members of the Municipal Council of the Corporation of the Town of Black Lake, held the 25th day of November, 1943, the undersigned, Secretary-Treasurer, was requested to prepare the necessary formalities for the changing of the date of the elections as follows:

The date of the nomination of candidates as well as that of the general election actually fixed respectively to the 25th of January, (to the first juridical day following, if any) and to the first juridical day of February respectively, shall be, for the future, the 25th day of April, (to the first juridical day following, if any) for the nomination of the candidates; and the first day of May, (to the first juridical day following, if any) for the polling.

The petition shall be presented after publication of the notices ordained by the act.

Black Lake, November 26, 1943.

J. O. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer of the Town of
4957-49-4-o Black Lake.

THE BRITISH TIRE COMPANY OF CANADA
LIMITED

Special By-Law "D"

A By-law to increase the number of the Company's Directors from seven to nine.

Whereas the number of the Company's Directors is now seven and it is expedient and in the interest of the Company that the number should be increased to nine:

Now therefore be it enacted as special By-law "D" of the Company:

That the number of the Company's Directors be and the same is hereby increased from seven to nine, of whom five shall form a quorum.

Witness our hands and the seal of the Company this 8th day of December, 1943.

A. L. MAILMAN,
President.
M. W. GALLOP,
Secretary-Treasurer.

5101-o

The formation of an association, under the name of "Syndicat Catholique National des Travailleurs du Meuble de Daveluyville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, the 10th December, 1943.

The principal place of business of the said association will be at Daveluyville, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

5105

"MAJOR PAPER BOX AND WIRE WORKS LIMITED" "MAJOR PAPER BOX AND WIRE WORKS LIMITED"

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie Major Paper Box And Wire Works Limited tenue au bureau de la compagnie, 1740 rue St-Antoine, Montréal, le 4ième jour de décembre 1943, à onze heures du matin.

Règlement spécial "A"

Les seize premiers mots du règlement IV de la compagnie étant comme suit: "Les biens et affaires de cette corporation seront gérés par un conseil d'administration de trois directeurs", sont, par les présentes, révoqués et annulés et sont remplacés par les suivants:

"Les biens et affaires de cette corporation seront gérés par un conseil d'administration de six directeurs."

Le secrétaire,

5108

N. BETHEL.

Extract from the minutes of a meeting of the Directors of Major Paper Box And Wire Works Limited held at the office of the Company, 1740 St. Antoine Street, Montreal, on the 4th day of December, 1943, at eleven o'clock in the forenoon.

Special By-law "A"

The first sixteen words of By-law IV of the Company being as follows: "The property and business of this corporation shall be managed by a Board of three Directors", are hereby repealed and cancelled and are replaced by the following:

"The property and business of this corporation shall be managed by a Board of six Directors."

N. BETHEL,

Secretary.

THE BRITISH RUBBER COMPANY OF CANADA
LIMITED

Règlement spécial "E"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de sept à neuf.

Attendu que le nombre des directeurs de la compagnie est présentement de sept et qu'il est jugé nécessaire et dans l'intérêt de la compagnie que le nombre devrait être augmenté à neuf:

En conséquence, qu'il soit décrété comme le règlement spécial "E" de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de sept à neuf, dont cinq formeront quorum.

Donné sous notre sceing et le sceau de la compagnie, ce 8ième jour de décembre 1943.

Le président,

A. L. MAILMAN.

Le secrétaire-trésorier,

5109

M. W. GALLOP.

THE BRITISH RUBBER COMPANY OF CANADA
LIMITED

Special By-law "E"

A By-law to increase the number of the Company's Directors from seven to nine.

Whereas the number of the Company's Directors is now seven and it is expedient and in the interest of the Company that the number should be increased to nine:

Now therefore be it enacted as Special By-law "E" of the Company:

That the number of the Company's Directors be and the same is hereby increased from seven to nine, of whom five shall form a quorum.

Witness our hands and the seal of the Company this 8th day of December, 1943.

A. L. MAILMAN,
President.

M. W. GALLOP,
Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné, conformément à la loi du régime des eaux courantes, que La Sarre Power Company Ltd., corps politique ayant sa principale place d'affaire au numéro 105, Côte de la Montagne à Québec, qui génère et distribue l'énergie électrique dans le district de l'Abitibi, demande au Lieutenant-gouverneur en Conseil la permission de maintenir et d'exploiter un barrage et une usine hydro-électrique construits au rapide N° 3 de la rivière La Sarre, lot 43, rang IX, canton La Sarre, paroisse de Saint-André de La Sarre, comté Abitibi.

Les originaux des plans et devis ont été déposés au Département des Terres et Forêts de la province de Québec, (Service Hydraulique) et copie des dits plans et devis a été déposée au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, ce 21 décembre 1943.

LA SARRÉ POWER COMPANY LIMITED,

ZACHÉE LANGLAIS,

5110-52-4-o

Ingénieur et Directeur-gérant.

Notice is hereby given, in conformity with the Water-Course Act, that La Sarre Power Company Ltd., a body politic and corporate having its head office at No. 105 Mountain Hill, Quebec, which generates and distributes electric power in the district of Abitibi, requests the Lieutenant-Governor in Council permission to maintain and operate a dam and a hydro-electric plant built at No. 3 rapids of the La Sarre River, lot 43, Range IX, Township of La Sarre, Parish of Saint-André de La Sarre, County of Abitibi.

The original of the plans and specifications has been filed in the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec (Hydraulic Service) and copy of said plans and specifications has been filed in the office of the Registration Division of Abitibi, at Amos.

The petition contained in the request will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, this 21st of December, 1943.

LA SARRÉ POWER COMPANY LIMITED,

ZACHÉE LANGLAIS,

5110-52-4

Engineer and Managing Director.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National du Bois Ouvré de Saint-Jean", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et mo-

The formation of an association, under the name of "Syndicat National du Bois Ouvré de Saint-Jean" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the

raux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 décembre 1943.

Le siège social du syndicat est situé à Saint-Jean, Province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
5124-o JEAN BRUCHESI.

profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on December 13th, 1943.

The principal place of business of the association will be at Saint-Jean, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 décembre 1943 et présentés avant le 8 février 1944, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 28 janvier 1944 et reçues avant le 2 février 1944, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 22 février 1944.

Québec, le 3 décembre 1943.

5002-50-6-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 28th December, 1943 and introduced before the 8th February, 1944, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 28th January, 1944 and received before the 2nd February, 1944, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 22nd February, 1944.

Quebec, 3rd December, 1943.

5002-50-6-o ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Nicolet, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Grand-St-Esprit" et que son principal siège d'affaires est à Grand-St-Esprit, comté de Nicolet.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce quinzième jour de décembre 1943.

5100-o Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Nicolet, under the Cooperative Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Grand-St-Esprit" and that its principal place of business is at Grand-St-Esprit, County of Nicolet.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this fifteenth day of December, 1943.

5100 ADRIEN MORIN,
Acting Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Montmorency, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Montmorency" et que son principal siège d'affaires est à Château-Richer, comté de Montmorency.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dix-septième jour de décembre 1943.

5103-o Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Montmorency, under the Cooperative Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Montmorency" and that its principal place of business is at Château-Richer, County of Montmorency.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this seventeenth day of December, 1943.

5103 ADRIEN MORIN,
Acting Deputy Minister of Agriculture.

AVIS PUBLIC

Concernant la dissolution de cercles agricoles dans le comté de Gaspé-Sud

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Chandler, le cercle agricole de la Municipalité de la partie Ouest du canton de Douglass, le cercle agricole de la Municipalité du village de Gaspé, le cercle agricole de la Municipalité de Newport, le cercle agricole de la Municipalité de St-François de Pabos, le cercle agricole de la paroisse St-Michel

PUBLIC NOTICE

Respecting the dissolution of Farmers' Clubs in the County of Gaspé-South

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Parish of Chandler, the Farmers' Club of the Municipality of the West part of the Township of Douglass, the Farmers' Club of the Municipality of the Village of Gaspé, the Farmers' Club of the Municipality of Newport, the Farmers' Club of the Municipality of St-François de Pabos, the Farmers' Club of the Parish of

de Percé, le cercle agricole de la mission St-Majorique de Gaspé, tous sept dans le comté de Gaspé-Sud, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 20 décembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
5132-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la dissolution d'un cercle agricole dans le comté de Beauce

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de St-Philibert, dans le comté de Beauce, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 20 décembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
5133-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la dissolution d'un cercle agricole dans le comté de Portneuf

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Rivière-à-Pierre, dans le comté de Portneuf, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous conformément à l'article 44 de ladite loi.

Québec, ce 1er décembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
5134-o ADRIEN MORIN.

St-Michel de Percé, the Farmers' Club of the Mission St-Majorique de Gaspé, all seven in the County of Gaspé-South, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, this 20th December, 1943.

ADRIEN MORIN,
5132 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the dissolution of a Farmers' Club in the County of Beauce

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Parish of St-Philibert, in the county of Beauce, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, this 20th December, 1943.

ADRIEN MORIN,
5133 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the dissolution of a Farmers' Club in the County of Portneuf

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Parish of Rivière-à-Pierre, in the county of Portneuf, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, this 1st December, 1943.

ADRIEN MORIN,
5134 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Québec, le 13 décembre 1943.

DÉLIMITATION D'UNE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, le territoire de la municipalité scolaire du Cap-à-l'Ouest, dans le même comté, tel qu'érigé par arrêté ministériel en date du 7 avril 1887.

5064-51-2-o

N° 2022-43.

Québec, le 21 décembre 1943.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire protestante de Hampden, dans le comté de Compton, à la municipalité scolaire protestante de Scotstown, dans le même comté.

5129-52-2-o

N° 524-43

Québec, le 20 décembre 1943.

DÉLIMITATION DE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 17 décembre 1943, d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "la municipa-

Department of Education

Quebec, December 13th, 1943.

DELIMITATION OF A SCHOOL MUNICIPALITY.

Application is made to annex to the school municipality of the Parish of Bagotville, in the County of Chicoutimi, the territory of the school municipality of Cap-à-l'Ouest, in the same county, as erected by Order in Council bearing date the 7th of April, 1887.

5064-51-2

No. 2022-43.

Quebec, December 21, 1943.

Application is made to annex the Protestant School Municipality of Hampden, in the county of Compton, to the Protestant School Municipality of Scotstown, in the same county.

5729-52-2

No. 524-43

Quebec, December 20th, 1943.

DELIMITATION OF A SCHOOL MUNICIPALITY

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 17th of December 1943, to erect into a separate school municipality, under the name of "the School

lité scolaire de Saint-Nil", dans le comté de Matane, qui comprendra le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots 31 à 42 inclusivement des rangs X et XI du canton de Tessier; les lots 10 à 43 inclusivement des rangs XII et XIII du même canton et les lots 10 à 21 inclusivement du rang XIV du même canton. 5130-0

Municipality of Saint-Nil", in the County of Matane, which will comprise the territory hereunder described, to wit:

Lots 31 to 42 inclusively of Ranges X and XI of the Township of Tessier; lots 10 to 43 inclusively of Ranges XII and XIII of said township and lots 10 to 21 inclusively of Range XIV of the said township. 5130-0

Département du Trésor

Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que La Mutuelle des Fonctionnaires de la Province constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de la Loi des assurances a obtenu le permis N° 245 et le certificat d'enregistrement N° 224 qui l'autorise, à compter du 6 décembre 1943 à accorder des bénéfices à l'occasion du décès de ses membres.

Donné ce vingt et unième jour de décembre 1943, au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

Le Surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,

5135-52-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Department of Treasury

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that La Mutuelle des Fonctionnaires de la Province constituted as a mutual benefit society in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act has obtained the license No. 245 and the certificate of registry No. 224 authorizing it as from the sixth day of December 1943 to grant benefits in the case of death of members.

Given this twenty-first day of December 1943 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

5135-52-2-o

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Gaspard Éthier, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Flavien, Lotbinière, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission des minutes, répertoire et index de feu J.-A. Verville, en son vivant notaire de Saint-Flavien, district judiciaire de Québec.

Québec, ce 6 décembre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5025-50-4-o JEAN BRUCHESI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Gaspard Éthier, notary, residing and practising at Saint-Flavien, Lotbinière, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer of the minutes, repertory and index of the late J. A. Verville, in his lifetime notary of Saint-Flavien, judicial district of Quebec.

Quebec, this 6th December, 1943.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

5025-50-4

Nominations

N° 1960-el

Québec, le 20 décembre 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 17 décembre 1943, de nommer messieurs Xavier Gagné, Alfred Létourneau, Albert Dugas et Émile Gagné au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Thomas-de-Cherbourg, dans le comté de Matane, en remplacement des commissaires d'écoles qui ont quitté la municipalité.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 17 décembre 1943, de nommer M. Joseph-Hector Perreault au poste de président des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de l'Île-Bouchard, dans le comté de L'Assomption.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du

Appointments

No. 1960-el

Quebec, December 20, 1943.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date December 17th, 1943, to appoint Messrs. Xavier Gagné, Alfred Létourneau, Albert Dugas and Émile Gagné, School Commissioners for the school municipality of St-Thomas-de-Cherbourg, in the County of Matane, to replace the school commissioners who have left the municipality.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date December 17th, 1943, to appoint Mr. Joseph-Hector Perreault, President of School Commissioners, for the school municipality of l'Île-Bouchard, in the County of L'Assomption.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing

17 décembre 1943, de nommer M. Adélarde Lévesque, M. Léonard Gagnon, M. L. Lefrançois au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Ste-Paule, dans le comté de Matapédia, en vue de compléter le terme d'office de M. L. de G. Côté, J.-H. Chouinard et Louis Côté.

5131-o

date December 17th, 1943, to appoint Mr. Adélarde Lévesque, Mr. Léonard Gagnon, Mr. L. Lefrançois, School Commissioners for the school municipality of Ste-Paule, in the County of Matapédia, in order to complete the term of office of Messrs. L. de G. Côté, J. H. Chouinard and Louis Côté.

5131

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 30 juillet 1942.

* M. Noël Bérubé, de Québec: inspecteur senior au bureau de Québec de la Commission du salaire minimum, à compter du 1er juillet 1942.

Québec, 19 novembre 1943.

MM. J.-H. Lemay, Eugène Gervais, C. Picard, J.-P.-C. Lemieux et Elzéar A. Bernard, tous de Sherbrooke: membres de la Commission pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Sherbrooke.

M. Robert Prémont, instituteur à Sainte-Famille, Ile d'Orléans: inspecteur d'écoles pour le district rural numéro 9.

Québec, 18 décembre 1943.

M. Achille Pettigrew, juge de la Cour des sessions de la paix, de Québec: nommé, suivant les dispositions de l'article 262 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1941, chapitre 15), pour présider la Cour des jeunes délinquants de Québec durant l'absence, pour cause de maladie, de monsieur Louis Houde, juge de cette cour.

5138-o

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by commission, to make the following appointments:

Quebec, July 30th, 1942.

Mr. Noël Bérubé, of Quebec: to be Senior Inspector in the Quebec Office of the Minimum Wage Commission, as from the 1st of July, 1942.

* Quebec, November 19th, 1943.

Messrs. J.-H. Lemay, Eugène Gervais, C. Picard, J.-P.-C. Lemieux and Elzéar A. Bernard, all of Sherbrooke: to be members of the Commission for the Civil Erection of Parishes of the Roman Catholic Diocese of Sherbrooke.

Mr. Robert Prémont, teacher, at Sainte-Famille, Island of Orleans: to be Schools Inspector for rural district number 9.

Quebec, December 18th, 1943.

Mr. Achille Pettigrew, Judge of the Court of the Sessions of the Peace, of Quebec: appointed, pursuant to the provisions of section 262 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15), to preside over the Juvenile Delinquents' Court of Quebec, during the absence, due to illness, of Mr. Louis Houde, Judge of the said Court.

5138

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-HUIT JANVIER prochain, et en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distin-

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the EIGHTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Knight,

gué de Saint-Michel et Saint-Georges,
lieutenant-gouverneur de ladite Provin-
ce.

Donné en Notre hôtel du gouvernement,
à Québec, ce TROISIÈME jour de
DÉCEMBRE, l'an de grâce mil neuf
cent quarante-trois et de Notre règne le
septième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

5001-50-6-o

Commander of Our most distinguished
Order of Saint Michael and Saint George,
Lieutenant-Governor of Our said
Province.

At Our Government House, in Our City of
Quebec, this THIRD day of the month
of DECEMBER, in the year of Our
Lord one thousand nine hundred and
forty-three and in the seventh year of
Our Reign.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.

5001-50-6-o

Vente par licitation

AVIS DE LICITATION

N° 222.321

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure séante à Montréal, dans le district de Montréal, le 29 novembre 1943, dans une cause dans laquelle Dame Irène Chicoine, épouse séparée de biens d'Emile Mitchell, rentier, des cité et district de Montréal, et elle-même du même lieu, et ledit Emile Mitchell partie aux présentes afin d'autoriser sadite épouse seulement, et demoiselle Ida Chicoine, fille majeure et usant de ses droits, du même lieu, demanderesses, contre Rosario Chicoine, ex-constable, Anna Chicoine, épouse séparée de biens de Juste Roy, marchand, et ce dernier partie aux présentes afin d'autoriser sadite épouse seulement; Eugène Chicoine, journaliste, René Chicoine, vendeur, Joseph Chicoine, mécanicien, Léonne Chicoine, épouse d'Armand Ledoux, commis, et ce dernier partie aux présentes aux fins d'autoriser sadite épouse seulement, Germaine Chicoine, épouse de Rosario Lafleur, comptable, et ce dernier partie aux présentes aux fins d'autoriser sadite épouse seulement, et demoiselle Yvette Chicoine, fille majeure et usant de ses droits, tous et toutes des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

A.—Un lot de terre situé sur la rue St-Jacques, dans le quartier St-Henri, connu et désigné sous le N° 1714 sur le plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, avec maison et dépendances dessus construites moins la partie expropriée par la Cité de St-Henri pour l'élargissement de ladite rue St-Jacques. La partie sud-ouest du lot N° 1715 desdits plan et livre de renvoi officiels actuellement affecté à un passage mitoyen qui existe entre lesdits deux lots tel que spécifiés et déterminés dans un acte de conventions de passage entre A.-A. Charlebois et Octave Chicoine passé devant A.-C.-A. Bissonnette, notaire, le 3 juillet 1901 et enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques Cartier sous N° 91092 y compris tous les droits s'y rapportant et ensemble tous les droits de mitoyenneté que ledit Octave Chicoine possède dans le passage pris sur le terrain de Olivier Décarie et successeurs, désigné sous le N° 1713 auxdits plan et livre de renvoi officiels en vertu d'un acte à cet effet consenti à Daniel Lefebvre passé devant Me E. Prud'homme, notaire, le 19 septembre 1872 enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous N° 72416 G.H.R.

Sale by Licitiation

NOTICE OF LICITATION

No. 222.321

Notice is given pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, on the 29th day of November 1943, in the case wherein Dame Irène Chicoine, wife separate as to property of Emile Mitchell, gentleman, both of the City and District of Montreal, and the said Emile Mitchell hereto present only to authorize his said wife, and Demoiselle Ida Chicoine, spinster, of the same place, are plaintiffs, vs Rosario Chicoine, ex-policeman, Anna Chicoine, wife separate as to property of Juste Roy, merchant, and the latter hereto present only to authorize his said wife, Eugène Chicoine, labourer, René Chicoine, salesman, Joseph Chicoine, mechanic, Léonne Chicoine, wife of Armand Ledoux, clerk, and the latter hereto present only to authorize his said wife, Germaine Chicoine, wife of Rosario Lafleur, accountant, and the latter hereto present only to authorize his said wife, and Demoiselle Yvette Chicoine, spinster, all of the City and District of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immovables designated as follows:

A.—A lot of land situated on St. James Street, in St. Henry Ward, known and designated under the No. 1714, on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, with house and dependencies thereon erected less the part expropriated by the City of St. Henry for the widening of the said St. James Street. The South-West part of the lot No. 1715 of the official plan and book of reference actually affected by a passage in common that exists between the said two lots as specified and determined by an Act of convention of passage between A.-A. Charlebois and Octave Chicoine passed before A.-C.-A. Bissonnette, Notary, on the 3rd day of July 1901 and registered at the Registration Office of Hochelaga and Jacques-Cartier Counties under the No. 91092 including all the rights pertaining thereto and together all the rights of way in common that the said Octave Chicoine has in the passage-way established on the lot of Olivier Décarie and successors designated under the No. 1713 of the said official plan and book of reference pursuant to an Act to this effect granted with Daniel Lefebvre and passed before Me. E. Prud'homme, Notary, on the 19th day of September, 1872, registered at the Registration Office of Montreal, under the No. 72416 G.H.R.

Un dépôt de \$2,500 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur ledit immeuble.

B.—Un lot de terre ayant front sur la rue de Courcelles dans le quartier St-Henri de la Cité de Montréal, connu et désigné sous le N° 3 de la subdivision officielle du lot N° 1707-3 aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées avec les servitudes s'y rattachant.

Un dépôt de \$500 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur le susdit immeuble.

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VENDREDI, VINGT-ET-UN JANVIER, 1944, à DIX heures et DEMIE du matin, heure de Montréal, dans la salle d'audience N° 32 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, ils seront forclos du droit de le faire.

Montréal, le 13 décembre 1943.

Le procureur des demandereses,
5076-51-2-o G. ROBERT.
GEORGES ROBERT, C.R.,
4 Notre-Dame est,
Chambre 704,
Montréal.

A deposit of \$2,500 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immovable.

B.—A lot of land fronting on DeCourcelles Street in St. Henry Ward of the City of Montreal, known and designated under the No. 3 of the official subdivision of lot No. 1707-3 of the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, with the buildings thereon erected with the appurtenances belonging thereto.

A deposit of \$500 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immovable.

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on FRIDAY, the TWENTY-FIRST of JANUARY, 1944, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, Montreal time, Sitting the Court, in the Court Room No. 32 of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, December 13, 1943.

G. ROBERT,
Attorney for Plaintiffs.
5076-51-2-o
GEORGE ROBERT, K.C.,
4 Notre Dame St. East,
Room 704,
Montreal.

Vente pour taxes municipales

Province de Québec.—Comté de Shefford

CORPORATION DE LA VILLE DE WATERLOO

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville de Waterloo, MERCREDI, le DEUX FÉVRIER 1944, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Mme Napoléon Bédard, rue Clark Hill, lot N° 858, évaluation \$600.00.

M. Martin, rue Allen, partie des lots 129-130, évaluation \$1,200.00.

Ladite vente sera, en outre, faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audits immeubles.

Donné en la Ville de Waterloo, Qué., ce onzième jour de décembre, mil neuf cent quarante-trois (1943).

Le secrétaire-trésorier,
5069-51-2-o PHILIPPE A. JOLIN.

Sale for Municipal Taxes

Province of Quebec.—County of Shefford

CORPORATION OF THE TOWN OF WATERLOO

Public notice is hereby given that the properties hereinafter designated will be sold by public auction in the Council room of the Waterloo Town Hall, on WEDNESDAY, FEBRUARY the SECOND (2) 1944, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes with interest and costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

Mrs Napoléon Bédard, Clark Hill street, lot No. 858, valuation \$600.00.

M. Martin, Allen street, Part of lots 129-130, valuation \$1,200.00.

The said sale shall, moreover, be made with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

Given in the Town of Waterloo, Que., this eleventh day of December, one thousand nine hundred and forty-three (1943).

PHILIPPE A. JOLIN,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Cour Supérieure—District d'Abitibi
N° V-649 } CHRISTOPHER C. TURKEY,
de Toronto; versus FREIDA-
J. BALZIMER, épouse de Mike Mitto, de Val
d'Or, à savoir:

1. Comme appartenant à la défenderesse, les lots de terre portant les numéros quarante-quatre (44) et quarante-cinq (45) subdivision du bloc N° quatorze (14) du Canton Bourlamaque, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, le CINQ JANVIER 1944, à ONZE heures du matin.

2. Les droits miniers de la défenderesse sur les claims numéros A-62317, A-62318, A-62319, A-62320, A-62321, A-62322, A-62323, A-62324, A-62325, A-62326, A-62327, A-62328, A-62329, A-62330, A-62331, A-62332, A-62333, A-62334, A-62624, A-62625, A-62631, A-62632, A-62633, A-62634, A-62635, A-62636, A-62637, A-62638, A-62639, A-62640, A-65487, A-65488, A-65489, A-65490, et A-65491, situés dans le canton Vauquelin, comté d'Abitibi, et les droits miniers que la défenderesse possède sur les claims miniers R-21400 et R-21401 situés dans le canton Dasserat, comté de Témiscamingue, le tout avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus au Bureau d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, MERCREDI, le CINQ JANVIER 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Cabinet du shérif, J. U. DUMONT.
Amos, le 30 novembre 1943. 4964-49-2-o
[Première publication, 4 décembre 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } THE CANADA TRUST
208157 } COMPANY, deman-
deresse; vs W. LESLIE GATEHOUSE, en sa
qualité de syndic de la succession en faillite de
feu Dame Marion Dolan, veuve de feu Michael
Connolly, défendeur en reprise d'instance.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, borné au nord-ouest par la rue Ste-Catherine, au sud-ouest par le carré Phillips, au nord-est par une ruelle et au sud-est par le lot officiel numéro onze cent soixante-dix, la propriété de Mme Tassé ou représentants, et composé des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de ladite cité de Montréal comme étant les lots numéros onze cent soixante-onze et onze cent soixante-douze (Nos 1171 et 1172) et comprenant environ neuf mille six cent soixante pieds en superficie, sans garantie de mesure précise; avec les bâtisses dessus érigées et les droits, membres et appartenances y appartenant sans exception ou réserve et comprenant les droits quelconques que le défendeur peut avoir dans la ruelle au nord-est dudit emplacement.

ABITIBI

Superior Court—District of Abitibi
No. V-649 } CHRISTOPHER C. TURKEY,
of Toronto; versus FREIDA
J. BALZIMER, wife of Mike Mitto, of Val d'Or,
to wit:

1. As belonging to the defendant, the lots of land bearing numbers forty-four (44) and forty-five (45) subdivision of Block No. fourteen (14) of the Township of Bourlamaque—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Val d'Or, on the FIFTH of JANUARY, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

2. The mining rights of the defendant on claims Nos. A-62317, A-62318, A-62319, A-62320, A-62321, A-62322, A-62323, A-62324, A-62325, A-62326, A-62327, A-62328, A-62329, A-62330, A-62331, A-62332, A-62333, A-62334, A-62624, A-62625, A-62631, A-62632, A-62633, A-62634, A-62635, A-62636, A-62637, A-62638, A-62639, A-62640, A-65487, A-65488, A-65489, A-65490, and A-65491, situate in the Township of Vauquelin, county of Abitibi, and the mining rights which the defendant may own on mining claims R-21400 and R-21401 situate in the Township Dasserat, county of Témiscamingue, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the Registry Office of Abitibi, at Amos, on WEDNESDAY the FIFTH day of JANUARY, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, November 30, 1943. 4964-49-2
[First publication, December 4, 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } THE CANADA TRUST
208157 } COMPANY, plain-
tiff; vs W. LESLIE GATEHOUSE, in his quality
of Trustee to the bankrupt estate and Succession
of the late Dame Marion Dolan, widow of the
late Michael Connolly, defendant in continuance
of suit.

An emplacement situated in the City of Montreal, bounded to the North West by Ste Catherine Street, to the South West by Phillips Square, to the North East by a lane and to the South East by official lot number eleven hundred and seventy, the property of Mrs. Tassé or representatives, and composed of the lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the St Antoine Ward of the said City of Montreal, as lots numbers eleven hundred and seventy-one and eleven hundred and seventy-two (Nos. 1171 and 1172) and containing about nine thousand six hundred and sixty feet in superficies without warranty as to precise measurement; with the buildings thereon erected and the rights, members and appurtenances thereto belonging without exception or reserve and including whatever rights the defendant may have in the lane to the North East of the said emplacement.

Pour être vendu en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$32,710. sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Louis Cousineau, daté le 26 novembre 1943.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 1er décembre 1943. L. P. CAISSE.
[Première publication, 4 décembre 1943] 4976-49-2

To be sold, en bloc, at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$32,710.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated November 26th 1943.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, December 1st, 1943. Sheriff.
[First publication, December 4th, 1943] 4976-49-2-0

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Province de Québec, }
District de Nicolet, } **D**ELLE NORA BEL-
N° 1478 } COURT, fille ma-
jeune et usant de ses droits,
domiciliée et résidant en la ville de Nicolet, district de Nicolet, demanderesse; vs J. HENRI BELCOURT, de son vivant comptable, de la ville de Nicolet, district de Nicolet, représenté par ses héritiers, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Nicolet, sur la rue Notre-Dame, étant connu et désigné au cadastre renouvelé de la ville de Nicolet, comme étant le lot numéro seize (L.N°16) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-dix-neuf (N° 179-16), avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Nicolet, MARDI le ONZIÈME jour du mois de JANVIER prochain (1944) à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Bureau du shérif, Le shérif,
Nicolet, nov. 29, 1943 J. H. ROUSSEAU.
[Première publication, 4 décembre 1943] 4963-49-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Province of Quebec, }
District of Nicolet, } **M**ISS NORA BEL-
No. 1478 } COURT, spinster
and in use of her rights,
domiciled and residing in the Town of Nicolet, District of Nicolet, plaintiff; vs J. HENRI BELCOURT, in his lifetime accountant, of the Town of Nicolet, District of Nicolet, represented by his heirs, defendant.

An emplacement situate in the Town of Nicolet, on Notre-Dame street, being known and designated on the renewed cadastre for the Town of Nicolet, as being lot number sixteen (L.No.16) of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy-nine (No. 179-16)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Nicolet, on TUESDAY, the ELEVENTH day of the month of JANUARY next (1944) at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, J. H. ROUSSEAU,
Nicolet, Nov. 29th, 1943. Sheriff.
[First publication, December 4th, 1943] 4963-49-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Cour Supérieure.—District de St-Hyacinthe.
N° 4732. } **D**AME ÉMILE DUBREUIL,
veuve de feu Godefroy Fournier, père, de Marieville, Demanderesse; contre ARMAND FOURNIER, es-qualité d'exécuteur-testamentaire à la succession dudit feu Godefroy Fournier, Défendeur; et RÉMI PELLETIER et GUSTAVE RAINVILLE, en leur qualité de Régistrateurs de la division d'enregistrement de Rouville, Mis-en-cause.

Saisie comme étant actuellement en la possession dudit défendeur Armand Fournier, en sadite qualité d'exécuteur-testamentaire dudit feu Godefroy Fournier, savoir:

Une propriété sise et située en la paroisse de St-Michel de Rougemont, district de St-Hyacinthe, sur le chemin appelé "Route Nationale", connue et désignée sous le numéro cinq cent quatre-vingt-huit (588) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Césaire, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Michel de Rougemont, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER prochain (1944), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
St-Hyacinthe, 21 décembre 1943. JOS.-L. CORMIER.
[Première publication, 24 décembre 1943] 5136-52-2-0

SAINT HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Superior Court.—District of St. Hyacinthe.
No. 4732. } **M**RS. ÉMILE DUBREUIL,
widow of the late Godefroy Fournier, senior, of Marieville, Plaintiff; against ARMAND FOURNIER, in his quality of testamentary executor of the Estate of the late Godefroy Fournier, Defendant; and RÉMI PELLETIER and GUSTAVE RAINVILLE, in their quality of Registrars of the county of Rouville, Mis-en-cause.

Seized as being actually in the possession of the said defendant Armand Fournier, in his said quality of executor-testamentary of the late Godefroy Fournier, to wit:

An immoveable situate in the parish of St. Michel de Rougemont, district of St. Hyacinthe, on the road named "National Road", known and designated under the number five hundred and eighty-eight (588) on the official plan and book of reference of the parish of St. Césaire, with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Michel de Rougemont, THURSDAY, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next, (1944), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, JOS. L. CORMIER,
St. Hyacinthe, December 21st, 1943. Sheriff.
[First publication, December 24th, 1943] 5136-52-2-0

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 3742

Number 3742

Québec, le 17 décembre 1943.

Quebec, December 17, 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant une modification au décret numéro 2881, du 21 octobre 1937, et amendements, relatif à l'industrie de l'aluminium dans la ville d'Arvida.

Concerning a modification of the decree number 2881, of October 21, 1937, and amendments, relating to the aluminum industry in the town of Arvida.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2881, du 21 octobre 1937, et amendements, relatif à l'industrie de l'aluminium dans la ville d'Arvida, à l'effet de modifier ledit décret;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163); a request has been presented to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 2881, of October 21, 1937, and amendments, relating to the aluminum industry in the town of Arvida, in order to modify the said decree;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 30 octobre 1943;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on October 30, 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Attendu que, par une décision rendue à sa séance du 15 septembre 1943, le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé la mise en vigueur des dispositions de ladite requête;

Whereas, by a decision taken at its meeting of September 15, 1943, the Regional War Labour Board of Quebec has authorized the enforcement of the provisions contained in the said request;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 2881 soit modifié de la façon suivante:

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 2881 be modified in the following manner:

L'article VI est radié et remplacé par le suivant:

Section VI is stricken off and replaced by the following:

"VI.—*Vacances payées*:—Après une année de services ininterrompus pour l'employeur, tout salarié payé à la semaine ou au mois a droit à deux semaines de vacances payées par année de calendrier. Tout salarié payé à l'heure a droit à une semaine de vacances payées après avoir complété une année de services ininterrompus et à deux semaines de vacances payées après avoir complété dix années de services ininterrompus; la rémunération payable pour lesdites vacances doit être équivalente au taux de salaire régulier du salarié, à l'exclusion du temps supplémentaire."

"VI.—*Vacations with pay*:—After one year of continuous service for the employer, each employee paid by the week or the month shall be entitled to a vacation of two (2) weeks per calendar year, with pay. Hourly paid employees shall be entitled to a vacation of one week, with pay, after completion of one year of continuous service and to a vacation of two weeks, with pay, after completion of ten years of continuous service, said pay to be at a rate equivalent to the employee's regular earnings exclusive of overtime."

A. MORISSET,

A. MORISSET,

5111-o Greffier du Conseil Exécutif. 5111-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 3743

Number 3743

Québec, le 17 décembre 1943.

Quebec, December 17, 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant une modification au décret numéro 1658, du 19 avril 1940, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Concerning a modification of the decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments, relating to the building trades in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Three-Rivers.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), a request has been

requête a été présentée au Ministre du Travail par les Syndicats nationaux catholiques des métiers de la construction des Trois-Rivières, à l'effet de modifier le décret numéro 1658, du 19 avril 1940, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 30 octobre 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que ladite requête donne suite à une décision du Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, en date du 12 octobre 1943;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1658 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article III:

"Conformément à la décision rendue par le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, en date du 12 octobre 1943, tous et chacun des employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés des métiers de la construction un \$0.05 additionnel l'heure en sus des taux horaires actuellement payés auxdits salariés."

5112-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3747

Québec, le 17 décembre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret N° 765, du 13 mai 1938, et amendements, relatif aux employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis, et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 765, du 13 mai 1938, et amendements, relatif aux employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis, et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency, ont présenté une requête au Ministre du Travail à l'effet de modifier ledit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 6 novembre 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que, par décision rendue à sa séance du 23 novembre 1943, le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé lesdites modifications et a de plus ordonné à tous et à chacun des employeurs concernés de s'y conformer;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 765 soit modifié de la façon suivante:

1.—Les mots: "des véhicules ou tracteurs ou pelles mécaniques automobiles" sont ajoutés à la suite des mots: "à la réparation ou à l'entretien ou à la démolition" apparaissant dans le milieu du paragraphe "a" de l'article II.

presented to the Minister of Labour by "Les Syndicats nationaux catholiques des métiers de la construction des Trois-Rivières" to modify the decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments, relating to the building trades in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Three-Rivers;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on October 30, 1943;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas the said request is the result of a decision of the Regional War Labour Board of Quebec of October 12, 1943;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1658 be modified in the following manner:

The following subsection is added to section III:

"According to the decision rendered by the Regional War Labour Board for Quebec, dated October 12, 1943, each and every employer governed by the present decree must pay to all their employees of the building trades, and additional \$0.05 per hour, over and above the basic wage rates actually paid to them."

5112-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3747

Quebec, December 17, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications of the decree number 765, of May 13, 1938, and amendments, relating to the garage employees in the cities of Quebec and Lévis and the counties of Quebec, Lévis and Montmorency.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 765, of May 13, 1938, and amendments, relating to the garage employees in the cities of Quebec and Lévis and the counties of Quebec, Lévis and Montmorency, have presented to the Honourable Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on November 6, 1943;

Whereas no objection against the said request has been set forth;

Whereas, by a decision taken at its meeting of November 23, 1943, the Regional War Labour Board of Quebec has authorized the said modifications and has ordered to each and every employer concerned to abide by them;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 765 be modified in the following manner:

1.—The words "vehicles or tractors or self-propelled mechanical shovels" are added after the words "to the repairing and to the maintenance or to the demolishing of" mentioned in the middle of subsection "a" of section II.

2.—Le mot: "10%" apparaissant dans l'alinéa "3" du paragraphe "a" de l'article VI est remplacé par les mots: "20% calculé sur les salaires payés".

3.—Les mots: "et tout salarié qui travaille au moins 30 heures par semaine, pour un employeur, durant les heures régulières, tel qu'établi aux alinéas "1" et "2" du paragraphe "a" de l'article VI, ne pourra travailler en dehors de ces heures régulières pour un autre employeur;" sont ajoutés, après les mots: "de l'article II", apparaissant au paragraphe "2" de l'article VII.

4.—Le paragraphe "18" suivant est ajouté à l'article VII:

"18.—*Vacances payées*:—Tout salarié qui, durant toute année se terminant le 28 novembre, a travaillé au moins cinquante (50) heures par semaine durant les heures régulières de travail déterminées aux alinéas "1" et "2" du paragraphe "a" de l'article VI, ou qui n'a pas plus de quatre heures d'absence non motivée par semaine, a droit à une semaine de vacances payées, soit sept (7) jours consécutifs, au taux de son salaire régulier pour cinquante-quatre heures de travail. Pour avoir droit auxdites vacances payées, un salarié doit avoir accompli deux années de travail pour le compte du même employeur le 28 novembre 1943 ou le 28 novembre de toute année subséquente.

Quand, le 28 novembre de chaque année, un salarié a acquis le droit à ses vacances, lesdites vacances doivent lui être données pendant la période du premier mai au premier novembre de l'année suivante, au temps déterminé par l'employeur ou l'employeur professionnel durant cette période."

5114-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3746

Québec, le 17 décembre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification au décret numéro 2678, du 12 juillet 1940, et amendements, relatif aux métiers de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'adoption d'une modification au décret numéro 2678, du 12 juillet 1940, et amendements, relatif aux métiers de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville, en vue de donner suite à une décision du Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, en date du 7 avril 1943, accordant une indemnité de vie chère aux salariés assujettis audit décret;

Attendu que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 8 mai 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le paragraphe "f" suivant soit ajouté à l'article IV dudit décret numéro 2678:

"f.—*Indemnité de vie chère*:—Conformément à la décision rendue par le Conseil régional du tra-

2.—The word "10%" mentioned in paragraph "3" of subsection "a" of section VI is replaced by the words "20% computed on wages paid".

3.—The words "any employee working at least thirty (30) hours per week for an employer during the regular hours, as established in paragraphs "1" and "2" of subsection "a" of section VI, shall not work outside these regular hours for another employer;" are added after the words "of section II", mentioned in subsection "2" of section VII.

4.—The following subsection "18" is added to section VII:

"18.—*Vacations with pay*:—Any employee who, during any year ending November 28, has worked a minimum of fifty (50) hours per week during the regular hours of work mentioned in paragraphs "1" and "2" of subsection "a" of section VI, or who has not more than four (4) hours of unjustified absence in any one week, is entitled to a vacation of one week with pay, i.e. seven (7) consecutive days, at his regular rate of pay for fifty-four (54) hours of work. To be entitled to the said vacations with pay, an employee must have completed two years of service for the same employer on November 28, 1943, or on November 28 of any subsequent year.

When, on November 28 of each year, an employee is entitled to the said vacations with pay, they shall be given to him during the period between May 1, and November 1, of the following year at a time determined by the employer or the professional employer during that period."

5114-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3746

Quebec, December 17, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification of the decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, relating to the building trades in the counties of Saint-Hyacinthe, Bagot and Rouville.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of a modification of the decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, relating to the building trades in the counties of Saint-Hyacinthe, Bagot and Rouville in order to comply with a decision of the Regional War Labour Board of Quebec of April 7, 1943, granting a cost of living bonus to the employees governed by the said decree;

Whereas the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette* on May 8, 1943;

Whereas no objection against the approval of the said modification has been set forth;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour that the following subsection "f" be added to section IV of the said decree number 2678:

"f.—*Cost of living bonus*:—Pursuant to the decision taken by the Regional War Labour

vail en temps de guerre de Québec, en date du sept avril 1943, tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés des métiers de la construction visés par ladite décision, une indemnité de vie chère de \$0.07½ l'heure, en plus du taux de salaire horaire payé à chacun d'eux au 15 novembre 1941. Ladite indemnité de vie chère est payable pour les heures de la semaine normale et non pour les heures supplémentaires et demeurera inchangée jusqu'au 7 avril 1944, quelles que soient les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie.

Il est toutefois permmissible aux employeurs qui ont donné des augmentations et ont payé des taux supérieurs à ceux prévus dans le présent décret, de prendre crédit de ces augmentations pour compléter le paiement de l'indemnité de \$0.07½ de l'heure."

A. MORISSET,

5113-o

Greffier du Conseil Exécutif. 5113-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3748

Québec, le 17 décembre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification au décret numéro 1017, du 16 juin 1938, et amendements, relatif aux employés de laiteries dans les cités de Québec et Lévis et un rayon de 10 milles de leurs limites.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Ministre du Travail a donné avis, à la suite d'une demande du Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1017, du 16 juin 1938, et amendements, relatif aux employés de laiteries dans les cités de Québec et Lévis et un rayon de dix (10) milles de leurs limites;

Attendu que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 30 octobre 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1017 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe "4" de l'article IV-A est radié et remplacé par le suivant:

"4.—L'indemnité de vie chère n'est versée que pour le travail régulier et basée sur le salaire actuel de l'employé. Aucun boni de vie chère n'est payable pour le travail effectué ou le montant gagné en dehors de la semaine régulière de travail."

A. MORISSET,

5115-o

Greffier du Conseil Exécutif. 5115-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3744

Québec, le 17 décembre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant des modifications au décret numéro 1343, du 29 mai 1941, et amendements, relatif

Board for Quebec, dated April 7, 1943, all the employers governed by the present decree shall pay to their employees of the construction trades subject to the said decision, a cost of living bonus of \$0.07½ per hour, over the hourly wage rates paid to each one of the said employees on November 15, 1941. The said cost of living bonus is payable for the hours of the standard work week and not for overtime hours and shall remain as such until April 7, 1944, whatever be the rise or fall in the Federal Cost of Living Index.

It is however permissible to employers who have given increases and have paid higher wages to those established by the present decree to take credit for these increases when calculating the payment of the \$0.07½ per hour bonus."

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3748

Quebec, December 17, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification of the decree number 1017, of June 16, 1938, and amendments, relating to the dairy employees in the cities of Quebec and Levis and a radius of 10 miles from their limits.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice has been given by the Honourable Minister of Labour, following a request of the Regional War Labour Board of Quebec, that he intended to recommend the approval of a modification to the decree number 1017, of June 16, 1938, and amendments, relating to the dairy employees in the cities of Quebec and Levis and a radius of ten (10) miles from their limits;

Whereas the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette* on October 30, 1943;

Whereas no objection against the approval of the said modification has been set forth;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1017 be modified in the following manner:

Subsection "4" of section IV-A is stricken off and replaced by the following:

"4.—The cost of living bonus shall be payable only with respect to regular work and based on the actual wage rate of the employee. No cost of living bonus shall be payable for work performed or wages earned outside the regular week of work."

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3744

Quebec, December 17, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications of the decree number 1343, of May 29, 1941, and amendments,

au métier de coiffeur pour dames dans l'île de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), La Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal a présenté, au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1343, du 29 mai 1941, et amendements, relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'île de Montréal;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 6 novembre 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1343 soit modifié de la façon suivante:

1.—Le paragraphe "l" suivant est ajouté à l'article I, intitulé: "Définitions":

"l.—Le terme "apprenti-coiffeur senior" désigne toute personne qui a fait l'apprentissage rendu obligatoire par le présent décret pendant au moins 18 mois, a été classée telle à la suite d'un examen devant le bureau institué par le comité paritaire et a de plus commencé à suivre ou terminé le cours spécial d'hygiène pour les coiffeurs pour dames."

2.—Le paragraphe "m" suivant est ajouté à l'article I, intitulé: "Définitions":

"m.—Le terme "apprenti-coiffeur junior" désigne tout apprenti-coiffeur qui n'a pas encore obtenu le certificat d'apprenti-coiffeur senior."

3.—Le paragraphe "a" de l'article VII est radié et remplacé par le suivant:

"a.—L'apprentissage doit se faire soit dans les salons de beauté et de coiffure pour dames, soit dans une école de coiffure tenue suivant les dispositions de la Loi des écoles professionnelles, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 64, et amendements). L'apprentissage commence le jour de l'émission d'un carnet d'apprentissage par le comité paritaire."

4.—Le paragraphe "f" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"f.—L'apprenti-coiffeur doit suivre un cours complet d'hygiène pour coiffeurs pour dames et obtenir un certificat d'étude dans le cours des deux premières années de son apprentissage."

5.—Le premier alinéa du paragraphe "i" de l'article VII est radié et remplacé par les suivants:

"i.—Le nombre d'apprentis dans un salon de beauté et de coiffure pour dames est réparti de la façon suivante:

Un apprenti junior ou un apprenti senior dans un salon où travaille un coiffeur possédant un certificat de qualification pour toutes les opérations faisant l'objet du présent décret sauf les postiches.

Deux apprentis senior ou un apprenti senior et un apprenti junior dans un salon où travaillent deux personnes possédant un certificat de qualification, dont l'une détenant un certificat de qualification pour toutes les opérations faisant l'objet du présent décret sauf les postiches.

Quatre apprentis senior ou deux apprentis junior et deux apprentis senior dans un salon où travaillent au moins quatre personnes possédant un certificat de qualification et dont deux au moins possèdent un certificat de qualification dans toutes les opérations faisant l'objet du présent décret sauf les postiches.

relating to the ladies hairdresser trade in the Island of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal has presented to the Minister of Labour a request to modify the decree number 1343, of May 29, 1941, and amendments, relating to the ladies hairdresser trade in the Island of Montreal;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on November 6, 1943;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1343 be modified in the following manner:

1.—The following subsection "l" is added to section I, entitled "Definitions":

"l.—The term "senior hairdresser-apprentice" means any person who has made the apprenticeship rendered obligatory by the present decree during at least 18 months, who has been classified as such after an examination before the board formed by the Parity Committee and who has begun, or terminated, the special hygiene course for ladies' hairdressers."

2.—The following subsection "m" is added to section I, entitled "Definitions":

"m.—The term "junior hairdresser-apprentice" designates any person who has not yet obtained his certificate of senior hairdresser-apprentice."

3.—Subsection "a" of section VII is replaced by the following:

"a.—Apprenticeship must be made in a ladies' hairdressing or beauty parlor, or in a hairdressing school operating under the provisions of the Act respecting Trade-Schools (Chapter 64, R.S.Q., 1941, and amendments), and shall begin on and from the date of the issue of an apprenticeship booklet by the Parity Committee."

4.—Subsection "f" of section VII is replaced by the following:

"f.—The apprentice-hairdresser shall attend in its entirety a ladies hairdresser's course of hygiene and obtain a certificate during the two first years of his apprenticeship."

5.—The first paragraph of subsection "i" of section VII is stricken off and replaced by the following:

"i.—The number of apprentices in a ladies' beauty or hairdressing parlour shall be portioned as follows:

One junior apprentice or one senior apprentice in an establishment employing one hairdresser holding a certificate of competency for all the operations governed by the present decree, excepting hairwork.

Two senior apprentices or one senior apprentice and one junior apprentice in an establishment employing at least two persons holding a certificate of competency, one of which holds a certificate of competency for all the services governed by the present decree, excepting hairwork.

Four senior apprentices or two junior apprentices and two senior apprentices in an establishment employing at least four persons holding a certificate of competency, but two shall hold a certificate of competency for all the operations governed by the present decree, excepting hairwork.

Il n'est pas permis de faire travailler dans un même salon plus de quatre apprentis, quel que soit le nombre de personnes qualifiées qui y travaillent."

6.—Le paragraphe "n" suivant est ajouté à l'article VII:

"n.—L'apprentissage dans une école de coiffure, pour être reconnu par le comité paritaire, doit rencontrer les exigences suivantes:

i)—L'enseignement doit être fait par une personne détenant un certificat de maître-coiffeur émis par le comité paritaire.

ii)—Toutes les opérations faisant l'objet du présent décret doivent être enseignées.

iii)—L'apprenti, une fois son cours terminé à l'école, doit se présenter au comité paritaire pour y subir un examen établissant son degré de connaissance. Le comité paritaire, suivant le résultat de cet examen théorique et pratique, place l'apprenti au stage d'apprentissage équivalent à sa qualification.

iv)—L'apprenti doit suivre un cours spécial d'hygiène durant son stage à l'école de coiffure."

5117-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3745

Québec, le 17 décembre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret N° 871, du 26 mai 1939, et amendements, relatif aux commis et comptables dans les villes de Jonquière, Kénogami et Saint-Joseph d'Alma et un rayon de 2 milles de leurs limites.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 871, du 26 mai 1939, et amendements, relatifs aux commis et comptables dans les villes de Jonquière, Kénogami, Arvida et Saint-Joseph d'Alma et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications audit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 6 novembre 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que, par décision rendue à sa séance du 7 décembre 1943, le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé les modifications proposées dans ladite requête, à l'exception de la troisième modification qui doit être rédigée conformément aux dispositions de ladite décision;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 871 soit modifié de la façon suivante:

1.—L'alinéa "3" du paragraphe "c" de l'article IV est radié.

2.—L'alinéa "4" du paragraphe "c" de l'article IV est remplacé par le suivant:

It is not allowed to employ in the same establishment more than four apprentices, whatever may be the number of competent persons employed."

6.—The following subsection "n" is added to section VII:

"n.—To be recognized by the Parity Committee, the apprenticeship in a hairdressing school must meet with the following requirements:

i) Teaching must be made by a person holding a certificate of master hairdresser issued by the Parity Committee.

ii) All operations governed by the Decree must be taught.

iii) Once his course finished at the school, the apprentice must present himself to the Parity Committee to undergo an examination establishing the degree of his knowledge of the trade. The Parity Committee, according to the results of this theoretical and practical test, shall classify the apprentice in that class of apprenticeship which corresponds to his competency.

iv) The apprentice must follow a special course of hygiene during his term at the school of hairdressing.

5117-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3745

Quebec, December 17, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications of the decree number 871, of May 26, 1939, and amendments, relating to the clerks and accountants in the towns of Jonquière, Kénogami and Saint-Joseph d'Alma and a radius of 2 miles from their limits.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 871, of May 26, 1939, and amendments, relating to the clerks and accountants in the towns of Jonquière, Kénogami, Arvida and Saint-Joseph d'Alma and a radius of two (2) miles from their limits, have presented to the Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, on November 6, 1943;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas, by a decision taken at its meeting of December 7, 1943, the Regional War Labour Board of Quebec has authorized the modifications recommended in the said request, with the exception of the third modification which shall comply with the provisions of the said decision;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 871 be modified in the following manner:

1.—Paragraph "3" of subsection "c" of section IV is stricken off.

2.—Paragraph "4" of subsection "c" of section IV is replaced by the following:

"4.—Les heures de travail peuvent se continuer jusqu'à 10.00 p.m. les deux jours précédant la fête de Noël, ainsi que la veille du Premier de l'An."

Toutefois, à Saint-Joseph d'Alma, cette période s'étend du 20 décembre au premier janvier."

3.—Le paragraphe "h" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"h.—*Congés payés*:—Après une année de service dans le même établissement, tout salarié a droit chaque année à une semaine de congé rémunéré. Cette semaine de congé doit être accordée à une date fixée par entente entre le salarié et l'employeur. L'allocation pour vacances payées ne sera accordée qu'à la condition que l'employé concerné chôme durant la période desdites vacances.

Toutefois, un employé qui n'a pas pris ses vacances a droit à l'accumulation de celles-ci et s'il quitte le service de son employeur ou s'il est justement renvoyé, le montant dû pour les vacances accumulées auxquelles il a droit devra lui être payé.

Toute absence non motivée de l'employé peut être retranchée sur la durée du congé pour autant de jours où telle absence se sera produite.

Le présent paragraphe ne s'applique pas à la ville de Saint-Joseph d'Alma."

4.—Le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"Il n'y a pas de travail dans ces établissements les dimanches ainsi que les jours de fêtes suivants: La Noël, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête de la Reine Victoria (fête de Dollard), la fête du Travail, la Toussaint et l'Immaculée Conception."

5.—Le paragraphe "d" de l'article V est radié et remplacé par le suivant:

"d.—Le travail est interdit de 7.00 a.m. à 1.00 p.m. le Vendredi-Saint ainsi que le jour de la fête du Sacré-Cœur."

6.—L'alinéa "i" du paragraphe "1" de l'article VII est remplacé par le suivant:

<i>"i.—Catégories:</i>	<i>Salaires hebdomadaires:</i>
Premier semestre.....	\$ 7.00
Deuxième semestre.....	9.00
Deuxième année.....	10.00
Troisième année.....	12.00
Quatrième année et plus.....	13.00"

7.—Le salaire hebdomadaire de \$30.00 mentionné au paragraphe "c" de l'article VII, pour la catégorie de "Gérant" est remplacé par "\$45.00".

8.—"Le Syndicat National Catholique des Commis-Comptables masculins et féminins de Kénogami inc." est accepté comme partie co-contractante de première part.

A. MORISSET,
5118-o Greffier du Conseil Exécutif.

"4.—The working hours may be extended until 10.00 p.m. on those two days preceding Christmas Day as well as on the eve of New Year's Day.

However, in St-Joseph d'Alma, this period shall extend from December 20th, to January 1st."

3.—Subsection "h" of section IV is replaced by the following:

"h.—*Vacations with pay*:—After one year of service in the same establishment, every employee is entitled to a vacation of one week, with pay, each year. Such vacation shall be taken on a date agreed upon by both the employer and the employee. Vacation pay shall be granted only with the employee who does not work during the vacation period.

However, any unused vacation privileges of the employee should be allowed to accumulate and if the said employee leaves the service of his employer or is dismissed for cause, he should be paid the amount due him in lieu of vacations to which he was entitled.

Leaves of absence of the employee because of unjustified causes may be deducted on the duration of the vacation for as many days as the absence lasted.

This subsection does not apply to the town of Saint-Joseph d'Alma."

4.—The first paragraph of subsection "a" of section V is replaced by the following:

"No work shall be performed in those establishments on Sundays as well as on the following holidays: Christmas Day, New Year's Day, Epiphany, Ascension, All Saints' Day, St-Jean-Baptiste Day, Immaculate Conception's Day, Labour Day, Dominion Day and Victoria Day."

5.—Subsection "d" of section V is stricken off and replaced by the following:

"d.—Work is prohibited from 7.00 a.m. to 1.00 p.m. on Good Friday and on Sacred Heart Day."

6.—Paragraph "i" of subsection "1" of section VII is replaced by the following:

<i>"i.—Categories:</i>	<i>Weekly wages:</i>
First six months.....	\$ 7.00
Second six months.....	9.00
Second year.....	10.00
Third year.....	12.00
Fourth year and thereafter.....	13.00"

7.—The weekly wages of "\$30.00" mentioned in subsection "c" of section VII for the category Manager" is replaced by "\$45.00".

8.—"Le Syndicat National Catholique des Commis-Comptables masculins et féminins de Kénogami inc." is accepted as co-contracting party of the first part.

A. MORISSET,
5118-o Clerk of the Executive Council.

Commission du salaire minimum

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le règlement B-1-B adopté par la Commission du salaire minimum en date du 30 novembre 1943, et dont le texte suit, concernant le prélèvement sur les

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following By-law B-1-B, adopted by the Minimum Wage Commission on November 30, 1943, concerning a levy on timber-driving operations, has been

entreprises de flottage du bois, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3734, du 17 décembre 1943.

approved by Order-in-Council number 3734, of December 17, 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement B-1-B

PRÉLÈVEMENT SUR LES ENTREPRISES DE FLOTTAGE DU BOIS

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par le présent règlement de prélèvement, ce qui suit:

1 *Prélèvement*:—Il est prélevé des employeurs professionnels visés par l'une quelconque des ordonnances de la Commission, une somme égale à un huitième de un pour cent (1-8 de 1%) des salaires payés à leurs salariés travaillant aux entreprises de flottage du bois.

2 *Assiette*:—Sujet aux règles mentionnées à l'article ci-après, tel prélèvement est basé sur les salaires payés à compter du 1er janvier 1943, même supérieurs à ceux fixés par les ordonnances de la Commission, aux salariés régis par une ordonnance de la Commission et travaillant aux entreprises de flottage du bois dans les limites de la province de Québec.

3 Règles spéciales:

a) la valeur de la pension et du gîte fournis par l'employeur à ses salariés est sujette à prélèvement;

b) la valeur du logement et des autres avantages fournis par l'employeur à son salarié est sujette à prélèvement;

c) les sommes payées pour délai-congé sont sujettes à prélèvement;

d) les sommes payées pour vacances, absence pour maladie ou accident, les indemnités de résidence (*living allowance*) sont sujettes à prélèvement;

e) les bonis de vie chère ne sont pas sujets à prélèvement.

4 *Dette de l'employeur*:—Tel prélèvement est dû uniquement par l'employeur et ce dernier, directement ou indirectement, ne peut s'en faire rembourser, en tout ou en partie, par le salarié.

5 *Période de prélèvement*:—Ce prélèvement est exigible sur les salaires payés par un employeur durant chaque année de calendrier.

6 Date de paiement:

1 le prélèvement mentionné à l'article précédent sera payable le dix février de chaque année;

2 toute redevance portera intérêt au taux de cinq pour cent (5%) l'an à compter de l'expiration des quinze jours suivant la date de l'échéance;

3 tous les paiements doivent se faire par chèque accepté ou par bon de poste ou mandat à l'ordre de la Commission du salaire minimum, à son siège social à Québec.

7 *Rapport*:—A ou avant la date mentionnée à l'article ci-haut, tout employeur professionnel devra remettre à la Commission, à son siège social à Québec, avec sa remise pour prélèvement, s'il en doit, une déclaration assermentée mentionnant:

a) le total des salaires payés durant ladite période de prélèvement;

b) le total des salaires sujets à prélèvement;

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law B-1-B

LEVY ON TIMBER-DRIVING OPERATIONS

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present levying By-law, the following:

1 *Levy*:—It is levied upon the professional employers contemplated by any one of the ordinances of the Commission, a sum equal to one eighth of one per cent (1-8 of 1%) of the wages paid to their employees working at timber-driving operations.

2 *Basis*:—Subject to the provisions of the following section, said levy is based on the wages paid from January 1st, 1943, even if higher than those fixed by the ordinances of the Commission, to employees governed by an ordinance of the Commission and working at timber-driving operations within the Province of Quebec.

3 Special Provisions:

a) the value of board and lodging furnished by an employer to his employees is subject to the levy;

b) the value of lodging and of other benefits furnished by an employer to his employee is subject to the levy;

c) the amounts paid as indemnity in lieu of notice are subject to the levy;

d) the amounts paid for holidays, absence through sickness or accident and living allowances are subject to the levy;

e) cost-of-living bonuses are not subject to the levy.

4 *Employer's debt*:—Said levy is payable only by the employer and the latter may not, directly or indirectly, obtain reimbursement of same, whether in whole or in part, from the employee.

5 *Levy period*:—Said levy is exacted on the wages paid by an employer during each calendar year.

6 Date of payment:

1. the levy mentioned in the foregoing section shall be payable on the tenth of February of each year;

2. unpaid amounts shall bear interest at the rate of five per cent (5%) per annum from the expiration of the fifteen days following the date on which they are payable;

3. all payments must be made by certified cheque or by post-office or express money order made to the order of the Minimum Wage Commission, at its head office in the city of Quebec.

7 *Report*:—On or before the date mentioned in the preceding section, every professional employer must transmit to the Commission, at its head office in the city of Quebec, with his remittance for the levy, if any, a sworn declaration mentioning:

a) the total amount of wages paid during said levy period;

b) the total amount of wages subject to the levy;

c) le montant de prélèvement à payer, s'il y en

c) the amount of levy to be paid, if any.

8 *Entrée en vigueur*:—Le présent règlement (B-1-B) entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

8. *Coming into force*:—The present By-law (B-1-B) shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Fait et signé en la cité de Québec, ce trentième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-trois.

Passed and dated in the city of Quebec, this thirtieth day of the month of November, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

[Seal]

Copie conforme,
Le secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

True copy,
J. E. SIMARD,
General Secretary.

5120-o

5120-o

AVIS

NOTICE

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le règlement B-1-C adopté par la Commission du salaire minimum en date du 30 novembre 1943, et dont le texte suit, concernant le prélèvement sur les entreprises forestières autres que le flottage du bois, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3735, du 17 décembre 1943.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following By-law B-1-C, adopted by the Minimum Wage Commission on November 30, 1943, concerning a levy on forest operations other than timber driving, has been approved by Order-in-Council number 3735, of December 17, 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

MINIMUM WAGE COMMISSION

Règlement B-1-C

By-law B-1-C

Prélèvement sur les entreprises forestières autres que le flottage du bois.

Levy on Forest Operations other than timber driving.

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par le présent règlement de prélèvement, ce qui suit:

Orders and decrees by the present levying By-law, the following:

1 *Prélèvement*:—Il est prélevé des employeurs professionnels visés par l'une quelconque des ordonnances de la Commission, une somme égale à un huitième de un pour cent ($\frac{1}{8}$ de 1%) des salaires payés à leurs salariés travaillant aux entreprises forestières autres que le flottage du bois.

1. *Levy*:—It is levied upon the professional employers contemplated by any one of the ordinances of the Commission, a sum equal to one eighth of one per cent ($\frac{1}{8}$ of 1%) of the wages paid to their employees working at forest operations other than timber driving.

2 *Assiette*:—Sujet aux règles mentionnées à l'article ci-après, tel prélèvement est basé sur les salaires payés à compter du 1er mai 1943, même supérieurs à ceux fixés par les ordonnances de la Commission, aux salariés régis par une ordonnance de la Commission et travaillant aux entreprises forestières, autres que le flottage du bois, dans les limites de la province de Québec.

2. *Basis*:—Subject to the provisions of the following section, said levy is based on the wages paid from May 1st, 1943, even if higher than those fixed by the ordinances of the Commission, to employees governed by an ordinance of the Commission and working at forest operations, other than timber driving, within the Province of Quebec.

3 Règles spéciales:

3. Special provisions:

a) la valeur de la pension et du gîte fournis par l'employeur à ses salariés est sujette à prélèvement;

a) the value of board and lodging furnished by an employer to his employees is subject to the levy;

b) la valeur du logement et des autres avantages fournis par l'employeur à son salarié est sujette à prélèvement;

b) the value of lodging and of other benefits furnished by an employer to his employee is subject to the levy;

c) les sommes payées pour délai-congé sont sujettes à prélèvement;

c) the amounts paid as indemnity in lieu of notice are subject to the levy;

d) les sommes payées pour vacances, absence pour maladie ou accident, les indemnités de résidence (living allowance) sont sujettes à prélèvement;

d) the amounts paid for holidays, absence through sickness or accident and living allowances are subject to the levy;

e) les bonis de vie chère ne sont pas sujets à prélèvement.

e) cost-of-living bonuses are not subject to the levy.

4 *Dette de l'employeur*:—Tel prélèvement est dû uniquement par l'employeur et ce dernier, directement ou indirectement, ne peut s'en faire rembourser, en tout ou en partie, par le salarié.

4. *Employer's debt*:—Said levy is payable only by the employer and the latter may not, directly or indirectly, obtain reimbursement of same, whether in whole or in part, from his employee.

5 *Période de prélèvement*:—Ce prélèvement est exigible sur les salaires payés par un employeur durant chacune des périodes comprises entre le premier mai d'une année et le trente avril suivant.

6 *Date de paiement*:

1 le prélèvement mentionné à l'article précédent sera payable le dix juin de chaque année;

2 toute redevance portera intérêt au taux de cinq pour cent (5%) l'an à compter de l'expiration des quinze jours suivant la date de l'échéance;

3 tous les paiements doivent se faire par chèque accepté ou par bon de poste ou mandat à l'ordre de la Commission du salaire minimum, à son siège social à Québec.

7 *Rapport*:—A ou avant la date mentionnée à l'article ci-haut, tout employeur professionnel devra remettre à la Commission, à son siège social à Québec, avec sa remise pour prélèvement, s'il en doit, une déclaration assermentée mentionnant:

a) le total des salaires payés durant ladite période de prélèvement;

b) le total des salaires sujets à prélèvement;

c) le montant de prélèvement à payer, s'il y en a.

8 *Entrée en vigueur*:—Le présent règlement (B-1-C) entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et signé en la cité de Québec, ce trentième jour du mois de novembre, mil neuf cent quarante-trois.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie conforme,
Le secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

5121-0

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le règlement d'amendement, dont le texte suit, adopté par la Commission du salaire minimum le premier décembre 1943 et amendement le règlement B-1 révisé de ladite Commission, édictant un prélèvement, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3732, du 17 décembre 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement B-1 révisé édictant un prélèvement

Règlement d'amendement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par le présent règlement d'amendement, ainsi qu'il suit:

1 *Règlement B-1 révisé amendé*:—Le règlement B-1 révisé de la Commission du salaire minimum adopté par la Commission du salaire minimum le 27 novembre 1940 et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 13 décembre 1940 par arrêté portant le numéro 4330, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 28 décembre 1940, et amendé de temps à autre, est de nouveau amendé comme suit:

a) Les mots "un huitième de un pour cent (1-8 de 1%) dans le premier alinéa (dispositif)

5. *Levy period*:—Said levy is exacted on the wages paid by an employer during each of the periods included between the first of May of one year to the thirtieth of April of the ensuing year.

6. *Date of payment*:

1. the levy mentioned in the foregoing section shall be payable on the tenth of June of each year;

2. unpaid amounts shall bear interest at the rate of five per cent (5%) per annum from the expiration of the fifteen days following the date on which they are payable;

3. all payments must be made by certified cheque or by post-office or express money order made to the order of the Minimum Wage Commission, at its head office in the city of Quebec.

7. *Report*:—On or before the date mentioned in the preceding section, every professional employer must transmit to the Commission, at its head office in the city of Quebec, with his remittance for the levy, if any, a sworn declaration mentioning:

a) the total amount of wages paid during said levy period;

b) the total amount of wages subject to the levy;

c) the amount of levy to be paid, if any.

8. *Coming into force*:—The present By-law (B-1-C) shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec, this thirtieth day of the month of November, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

[Seal]

True copy,
J. E. SIMARD,
General Secretary.

5121-0

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following by-law of amendment, adopted by the Minimum Wage Commission on December 1, 1943, and amending By-Law B-1, revised, of the said Commission, enacting a levy, has been approved by Order-in-Council number 3732, of December 17, 1943.

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law B-1 Revised enacting a Levy

By-law of Amendment

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present By-law of Amendment, the following:

1. *By-law B-1 revised amended*:—By-law B-1 revised of the Minimum Wage Commission, adopted by the Minimum Wage Commission on November 27, 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 13, 1940, by Order-in-Council No. 4330, published in the *Quebec Official Gazette* on December 28, 1940, and amended from time to time, is again amended as follows:

a) The words "one eighth of one per cent (1-8 of 1%) in the first paragraph, the enacting

dudit règlement (tel qu'amendé par les règlements du 2 décembre 1941 et du 4 décembre 1942), sont abrogés et remplacés par les mots "un dixième de un pour cent (1-10 de 1%)."

b) La modification ci-dessus régira le prélèvement exigible sur tous salaires payés à compter du premier juillet 1943.

2 *Entrée en vigueur*.—Le présent règlement d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et signé en la cité de Québec, ce premier jour du mois de décembre mil neuf cent quarante-trois.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Les commissaires, " H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie conforme,
Le secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

5122-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le règlement d'amendement, dont le texte suit, adopté par la Commission du salaire minimum le 30 novembre 1943 et amendement le règlement B-1 révisé de ladite Commission, édictant un prélèvement, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3733, du 17 décembre 1943.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement B-1 révisé

PRÉLÈVEMENT

Règlement d'amendement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, chapitre 164),

Ordonne et décrète par le présent règlement ce qui suit:

1 *Règlement B-1 révisé amendé*.—Le règlement B-1 révisé de la Commission du salaire minimum édictant un prélèvement, adopté par la Commission le 27 novembre 1940, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 13 décembre 1940 par arrêté portant le numéro 4330, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 28 décembre 1940, et postérieurement amendé, est de nouveau amendé comme suit:

a) Le paragraphe ci-après est introduit immédiatement avant le premier article dudit règlement:

"Le présent règlement ne s'applique pas auxdits employeurs professionnels pour le prélèvement établi par les règlements B-1-B (flottage du bois) et B-1-C (exploitations forestières) de la Commission."

b) L'article 2 dudit règlement est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"1) les bonis de vie chère ne sont pas sujets à prélèvement."

c) L'article 5 dudit règlement est amendé en en abrogeant le second paragraphe introduit par règlement d'amendement du 1er juin 1943.

d) L'article 6 dudit règlement est amendé en en abrogeant dans le premier paragraphe les sous-paragraphe c et d introduits par règlement d'amendement du 1er juin 1943.

2 *Entrée en vigueur*.—Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

clause of said By-law (as amended by By-laws dated December 2, 1941, and December 4, 1942), are repealed and replaced by the words "one tenth of one per cent (1-10 of 1%)."

b) The hereinabove modification shall apply to the levy on wages paid from July 1st, 1943.

2. *Coming into force*.—The present By-law of Amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec, this first day of the month of December, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" H. LOUDIN, Members,
" B. E. BRAIS.

[Seal]

True copy,
J. E. SIMARD,
General Secretary.

5122-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following by-law of amendment, adopted by the Minimum Wage Commission on November 30, 1943, and amending By-law B-1, revised, of the said Commission, enacting a levy, has been approved by Order-in-Council number 3733, of December 17, 1943.

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law B-1 Revised

LEVY

By-law of Amendment

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present By-law, the following:

1. *By-law B-1 revised amended*.—By-law B-1 revised of the Minimum Wage Commission, enacting a levy, adopted by the Commission on November 27, 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 13, 1940, by Order-in-Council No. 4330, published in the *Quebec Official Gazette* on December 28, 1940, and subsequently amended, is again amended as follows:

a) The following paragraph is introduced immediately before the first section of said By-law:

"The present By-law does not apply to said professional employers for the levy enacted by By-laws B-1-B (timber driving) and B-1-C (forest operations) of the Commission."

b) Section 2 of said By-law is amended by adding the following subsection:

"1) cost-of-living bonuses are not subject to the levy."

c) Section 5 of said By-law is amended by repealing the second subsection introduced by By-law of Amendment of June 1, 1943.

d) Section 6 of said By-law is amended by repealing in the first subsection paragraphs c and d introduced by By-law of Amendment of June 1, 1943.

2. *Coming into force*.—The present By-law shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce trentième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-trois.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie conforme,
Le secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

5123-0

Passed and dated in the city of Quebec, this thirtieth day of the month of November, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN,
" B. E. BRAIS.

[Seal]

True copy,
J. E. SIMARD,
General Secretary.

5123-0

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie et du Commerce de la région du Lac St-Jean, établi en exécution du décret numéro 871, du 26 mai 1939 et amendements, et chargé de surveiller l'application du décret numéro 3168, du 27 août 1940, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3740 du 17 décembre 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1944 au 1er janvier 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par les décrets numéros 871 et 3168 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans régis par lesdits décrets doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit le salaire minimum fixé par le décret.

c) Les salariés régis par lesdits décrets doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Industry and Commerce of the Lake St. John District, formed under decree No. 871, of May 26th, 1939 and amendments, and entrusted with the administration of decree number 3168, of August 27, 1940, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 3740, of December 17, 1943, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from January 1st, 1944 to January 1st, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decrees Nos. 871 and 3168, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll.

b) The artisans subject to the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, i.e. the minimum rate fixed by the decree.

c) The employees governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1944.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues par le comité paritaire de l'Industrie et du Commerce de la région du Lac Saint-Jean, pour la période comprise entre le premier janvier 1944 et le premier janvier 1945.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DE LA RÉGION DU LAC SAINT-JEAN.

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le premier janvier 1944 et le premier janvier 1945.

Recettes:

Décret numéro 871 (commerce, industrie et finance).

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$ 2,000.00
Cotisations des artisans.....	100.00
Cotisations des salariés.....	2,000.00
Recettes diverses.....	150.00
	<u>\$ 4,250.00</u>

Décret numéro 3168 (employés municipaux).

Cotisation de l'employeur professionnel.....	150.00
Cotisation des salariés.....	150.00
	<u>\$ 300.00</u>

\$ 4,550.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire.....	\$ 260.00
Salaire de l'inspecteur.....	1,560.00
Boni de vie chère.....	250.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	250.00
Frais de déplacement de l'inspecteur.....	300.00
Loyer de bureau et téléphone.....	175.00
Frais légaux.....	125.00
Vérification.....	50.00
Papeterie.....	100.00
Taxes.....	25.00
Assurances.....	25.00
Jetons de présence aux membres.....	1,000.00
Dépenses imprévues.....	430.00
	<u>\$ 4,550.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 décembre, 1943. 5116-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que par l'arrêté en conseil numéro 3738 du 17 décembre 1943, la constitution et

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Industry and Commerce of the Lake St. John District, for the period comprised between January 1st, 1944, and December 31st, 1944.

JOINT COMMITTEE OF THE INDUSTRY AND COMMERCE OF THE LAKE ST. JOHN DISTRICT

Estimate of the receipts and expenses for the period between January 1st, 1944, and January 1st, 1945.

Receipts:

Decree number 871 (commerce, industry and finance).

Assessments of professional employers.....	\$ 2,000.00
Assessments of artisans.....	100.00
Assessments of employees.....	2,000.00
Various receipts.....	150.00
	<u>\$ 4,250.00</u>

Decree number 3168 (municipal employees).

Assessments of professional employer.....	\$ 150.00
Assessments of employees.....	150.00
	<u>\$ 300.00</u>

\$ 4,550.00

Expenses:

Salary of the secretary.....	\$ 260.00
Salary of the inspector.....	1,560.00
Cost of living bonus.....	250.00
Travelling expenses of chairman and members.....	250.00
Travelling expenses of inspector.....	300.00
Office rent and telephone....	175.00
Legal charges.....	125.00
Audition.....	50.00
Stationery.....	100.00
Taxes.....	25.00
Insurance.....	25.00
Allowance to members to attend meetings.....	1,000.00
Other unforeseen expenses..	430.00
	<u>\$ 4,550.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 24, 1943. 5116-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), that, by Order-in-Council No. 3738, of December 17, 1943, the constitution and by-laws of the Joint Committee

les règlements du Comité conjoint des Barbiers et Coiffeurs, Juridiction de Québec, dont le siège social est situé à Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2321, du 6 septembre 1941, ont été abrogés et la nouvelle constitution et les nouveaux règlements dudit comité paritaire ont été approuvés.

En vertu des paragraphes "g" et "h" de l'article 20 de la Loi, les dispositions suivantes des nouveaux règlements dudit comité ont été déclarées obligatoires:

"Art. 19.—*Register*:—Le Comité paritaire exige de chaque employeur professionnel, un système d'enregistrement de tout travail qu'il régit ou la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous les autres renseignements jugés utiles à l'application du décret."

"Art. 20.—*Rapport mensuel*:—Le Comité paritaire exige que tous les employeurs professionnels lui transmettent un rapport mensuel par écrit, donnant les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé ainsi que le montant des recettes enregistrées chaque semaine par le dit salarié."

En vertu de l'article 25 de la Loi, les dispositions suivantes des nouveaux règlements dudit comité ont été déclarées obligatoires.

"Art. 17.—*Certificat de qualification*:—Conformément aux dispositions de la loi, le comité paritaire exige que tous les salariés assujettis au décret voulant continuer à exercer les métiers de barbier et de coiffeur, possèdent leur certificat de qualification et ce, dans toute la juridiction territoriale dudit décret."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 décembre 1943.

5119-0

of the barbers and hairdressers, Quebec Jurisdiction, whose corporate seat is located in Quebec, approved by Order-in-Council No. 2321, of September 6th, 1941, have been repealed and the new constitution and by-laws of the said Parity Committee have been approved.

Under subsections "g" and "h" of section 20 of the Act, the following provisions of the new by-laws of the said Committee have been declared obligatory:

"Art. 19.—*Register*:—The Parity Committee requires from every professional employer a system of registration for any work which he controls or the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of each employee in his employ, his competency, the exact hour at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and the wages paid, with mention of the method and time of payment, and all other information deemed useful in the application of the decree."

"Art. 20.—*Monthly report*:—The Parity Committee requires every professional employer to transmit to him a monthly report in writing giving the name in full and address of each employee in his employ, his competency, the number of regular and overtime hours of labour made each week and the nature of such labour and the wages paid as well as the amount of the receipts made each week by the said employee."

Under section 25 of the Act, the following provisions of the new by-laws of the said committee have been declared obligatory.

"Art. 17.—*Certificate of competency*:—The committee, pursuant to the provisions of the Act, exacts that every employee governed by the decree, wishing to continue the practice of the barber and hairdresser trades in the territorial jurisdiction of the said decree, be holding a certificate of qualification."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 24, 1943.

5119-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 52

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lamothe vs Beauchamp..... 2260

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

3742—Industrie de l'aluminium dans la ville d'Arvida..... 2271
3743—Métiers du bâtiment dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières..... 2271
3744—Métier de coiffeur pour dames dans l'île de Montréal..... 2274
3745—Commis et comptables dans les villes de Jonquière, Kénogami et St-Joseph d'Alma..... 2276
3746—Métiers de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville..... 2273
3747—Employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis, et les comtés de Québec, Lévis et Montmorency..... 2272
3748—Employés de laiteries dans les cités de Québec et Lévis..... 2274

Index of the Quebec Official Gazette, No. 52

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lamothe vs Beauchamp..... 2260

ORDERS IN COUNCIL:

3742—Aluminum industry in the town of Arvida..... 2271
3743—Building trades in the counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières..... 2271
3744—Ladies hairdresser trade in the Island of Montreal..... 2274
3745—Clerks and accountants in the towns of Jonquière, Kénogami and St-Joseph d'Alma..... 2276
3746—Building trades in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville..... 2273
3747—Garage employees in the cities of Quebec and Lévis and the counties of Quebec, Lévis and Montmorency..... 2272
3748—Dairy employees in the cities of Quebec and Lévis..... 2274

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2249 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2249

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Black Lake, ville de.....	2261	Black Lake, town of.....	2261
La Sarre Power Company Limited.....	2262	La Sarre Power Company Limited.....	2262
Major Paper Box and Wire Works Limited.....	2262	Major Paper Box and Wire Works Limited.....	2262
Syndicat Catholique National des Travailleurs du Meuble de Daveluyville..	2261	Syndicat Catholique National des Travailleurs du Meuble de Daveluyville..	2261
Syndicat National du Bois Ouvré de Saint-Jean.....	2262	Syndicat National du Bois Ouvré de Saint-Jean.....	2262
The British Rubber Company of Canada Limited.....	2261	The British Rubber Company of Canada Limited.....	2261
The British Tire Company of Canada Limited.....	2262	The British Tire Company of Canada Limited.....	2262

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Bills privés.....	2263	Private bills.....	2263
-------------------	------	--------------------	------

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

MINIMUM WAGE COMMISSION:

Règlement B-1-B—Prélèvement sur les entreprises de flottage du bois.....	2277	By-law B-1-B—Levy on timber-driving operations.....	2277
Règlement B-1-C—Prélèvement sur les entreprises forestières autres que le flottage du bois.....	2279	By-law B-1-C—Levy on forest operations other than timber driving.....	2279
Règlement B-1 révisé édictant un prélèvement.....	2280	By-law B-1 revised enacting a levy.....	2280
Règlement B-1 révisé édictant un prélèvement.....	2281	By-law B-1 revised enacting a levy.....	2281

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Canadian Kaolin Silica Products Limited	2254	Canadian Kaolin Silica Products Limited	2254
Cantin, Joseph-Armand <i>et al.</i>	2257	Cantin, Joseph-Armand <i>et al.</i>	2257
Commissaires d'écoles de la ville de La Tuque.....	2256	School Commissioners of the town of La Tuque.....	2256
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu du comté de Nicolet.....	2254	Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu du comté de Nicolet.....	2254
Corporation du Séminaire St-Hyacinthe d'Yamaska.....	2253	Corporation du Séminaire St-Hyacinthe d'Yamaska.....	2253
Crédit Foncier Franco-Canadien.....	2255	Crédit Foncier Franco-Canadien.....	2255
Grand'Mère, cité de.....	2259	Grand'Mère, city of.....	2259
Hébertville Station, village de.....	2255	Hébertville Station, village of.....	2255
Hull, cité de.....	2260	Hull, city of.....	2260
L'Association Nationale de Bénéfices Mutuels.....	2256	The National Mutual Benefit Association.....	2256
Les Frères Maristes de Québec.....	2260	Les Frères Maristes de Québec.....	2260
Montmorency, village de.....	2258	Montmorency, village of.....	2258
Montréal, cité de.....	2259	Montreal, city of.....	2259
Shawinigan Falls, cité de.....	2258	Shawinigan Falls, city of.....	2258
Succession Louis Charles Godfroy de Tonnancour.....	2257	Estate of Louis Charles Godfroy de Tonnancour.....	2257
Succession Mary Everett.....	2255	Estate of Mary Everett.....	2255
Succession Monseigneur J.-A.-H. Blaquière.....	2256	Estate of Monseigneur J.-A.-H. Blaquière.....	2256

DÉPARTEMENTS—Avis des:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Gaspé-Sud.....	2263	Dissolution of farmers' clubs in the county of Gaspé-South.....	2263
Dissolution d'un cercle agricole dans le comté de Beauce.....	2264	Dissolution of a farmers' club in the county of Beauce.....	2264
Dissolution d'un cercle agricole dans le comté de Portneuf.....	2264	Dissolution of a farmers' club in the county of Portneuf.....	2264
Société Coopérative Agricole de Grand-St-Esprit.....	2263	Société Coopérative Agricole de Grand-St-Esprit.....	2263
Société Coopérative Agricole de Montmorency.....	2263	Société Coopérative Agricole de Montmorency.....	2263

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Bagotville, munic. scolaire de la paroisse.....	2264	Bagotville, school munic. of the parish..	2264
Saint-Nil, munic. scolaire.....	2264	Saint-Nil, school munic.....	2264
Scotstown, munic. scolaire protestante..	2264	Scotstown, Protestant school munic....	2264

TRAVAIL:

Barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec.....	2283
Industrie et Commerce de la région du Lac St-Jean.....	2282

TRÉSOR:

Assurances:

La Mutuelle des Fonctionnaires de la Province.....	2265
--	------

LETTRES PATENTES:

Faber & Fils Inc.—Faber & Sons Inc....	2250
Foyer pour Épileptiques—Home for Epileptics.....	2251
Harvey Jobbing Co. Ltd.....	2251
J.-B. Laliberté Inc.....	2252
Montreal Fuel Cell Form Suppliers Ltd.....	2252
Victoria Shirt Limited.....	2252

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Montreal Felt and Flock Manufacturing Company.....	2253
--	------

MINUTES DE NOTAIRES:

Éthier, Gaspard.....	2265
----------------------	------

NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles.....	2265
Diverses.....	2266

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition de ses affaires.....	2266
--	------

VENTE PAR LICITATION:

Chicoine <i>et al</i> vs Chicoine <i>et al</i>	2267
--	------

VENTE POUR TAXES:

Waterloo, ville de.....	2268
-------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Abitibi:

Turkey vs Balzimer.....	2269
-------------------------	------

Montréal:

The Canada Trust Co. vs Gatehouse....	2269
---------------------------------------	------

Nicolet:

Belcourt vs Belcourt.....	2270
---------------------------	------

Saint-Hyacinthe:

Dubreuil vs Fournier.....	2270
---------------------------	------

5137-o

LABOUR:

Barbers and hairdressers, Quebec jurisdiction.....	2283
Industry and Commerce of the Lake St. John District.....	2282

TREASURY:

Insurance:

La Mutuelle des Fonctionnaires de la Province.....	2265
--	------

LETTERS PATENT:

Faber & Sons Inc.—Faber & Fils Inc....	2250
Home for Epileptics—Foyer pour Épileptiques.....	2251
Harvey Jobbing Co. Ltd.....	2251
J.-B. Laliberté Inc.....	2252
Montreal Fuel Cell Form Suppliers Ltd.....	2252
Victoria Shirt Limited.....	2252

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Montreal Felt and Flock Manufacturing Company.....	2253
--	------

NOTARIAL MINUTES:

Éthier, Gaspard.....	2265
----------------------	------

APPOINTMENTS:

School Commissioners.....	2265
Miscellaneous.....	2266

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for dispatch of business.....	2266
--	------

SALE BY LICITATION:

Chicoine <i>et al</i> vs Chicoine <i>et al</i>	2267
--	------

SALE FOR TAXES:

Waterloo, town of.....	2268
------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

Abitibi:

Turkey vs Balzimer.....	2269
-------------------------	------

Montreal:

The Canada Trust Co. vs Gatehouse....	2269
---------------------------------------	------

Nicolet:

Belcourt vs Belcourt.....	2270
---------------------------	------

Saint Hyacinthe:

Dubreuil vs Fournier.....	2270
---------------------------	------

5137-o